
RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

2016

Juillet - Septembre

Sommaire

1	Présentation du Groupe	3
1.1	Chiffres clés	4
1.2	Gouvernement d'entreprise	5
1.3	Les activités	7
1.4	Actionnariat du Groupe	9
1.5	Indicateurs boursiers	10
1.6	Relations avec les actionnaires	10
2	Commentaires sur l'exercice intermédiaire	11
2.1	Faits marquants de l'exercice intermédiaire	12
2.2	Effectifs	12
2.3	Evènements postérieurs au 30 septembre 2016	13
2.4	Facteurs de risques et transactions entre parties liées	13
2.5	Examen de la situation financière du Groupe Cegedim	17
2.6	Perspectives	34
3	Comptes consolidés condensés	35
3.1	Bilan consolidé	36
3.2	Compte de résultat consolidé	38
3.3	Etat du résultat global consolidé	39
3.4	Tableau des variations des capitaux propres consolidés	40
3.5	Tableau des flux de trésorerie consolidés	41
3.6	Notes annexes aux états financiers consolidés	42
4	Informations complémentaires	75
4.1	Attestation du responsable du rapport financier des neuf premiers mois de 2016	76
4.2	Contacts	77



Rapport Financier Intermédiaire

Veillez noter que les états financiers consolidés présentés dans ce rapport ne sont pas audités
par les Commissaires aux Comptes

1

Présentation du Groupe

1.1 Chiffres clés	4	1.4 Actionnariat du Groupe	9
1.2 Gouvernement d'entreprise	5	1.5 Indicateurs boursiers	10
1.3 Les activités	7	1.6 Relations avec les actionnaires	10

1.1 Chiffres clés

Les informations financières consolidées sélectionnées ci-dessous sont établies suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (« IFRS ») telles qu'adoptées par l'Union Européenne, sauf indication contraire.

Disclaimer : En application de la norme IAS 17 concernant l'activité de Cegelease, les contrats de location sont qualifiés en contrats de location financement entraînant une correction des chiffres 2015 publiés. Le lecteur est invité à se reporter à l'annexe 1.1 des notes annexes aux états consolidés (3.6) du présent document pour un détail complet des corrections effectuées. L'ensemble des chiffres cités dans ce document tiennent compte de cette correction.

<i>En millions d'euros à l'exception des données par action</i>	30.09.2016	30.09.2015
Chiffre d'affaires	318,3	306,9
EBITDA	40,6	52,3
Résultat opérationnel courant	15,3	29,9
Résultat net des activités poursuivies	-15,5	-9,0
Résultat net part du groupe	-16,8	23,2
Nombre d'actions en circulation	13 997 173	13 997 173
Nombre moyen d'actions hors autocontrôle	13 955 230	13 934 479
Résultat net par action	-1,2	1,7
Résultat net courant par action	-0,7	-0,3

<i>En millions d'euros</i>	30.09.2016	31.12.2015
Total bilan	659,9	864,3
Ecart d'acquisition	183,8	188,5
Endettement financier net	215,6	167,6
Capitaux propres part du Groupe	195,4	228,1
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts	17,9	7,4

1.2 Gouvernement d'entreprise

1.2.1 Organes de direction et de contrôle

Une description complète de la Gouvernance d'entreprise est disponible dans le *Document de Référence 2015* déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 31 mars 2016, au chapitre 2 de la page 27 à la page 62.

Conseil d'Administration

Jean-Claude Labrune
Président du Conseil d'Administration

Bpifrance
Représenté par Anne-Sophie Hérelle

Jean-Pierre Cassan
Administrateur Indépendant

Sandrine Debroise

FCB
Représenté par Pierre Marucchi

GERS GIE
Représenté par Philippe Tcheng

Marcel Kahn

Aude Labrune

Laurent Labrune

Valérie Raoul-Desprez
Nommée sur proposition de Bpifrance

Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Représenté par Solange Aiache

Mazars
Représenté par Jérôme de Pastors

Comité d'Audit

Valérie Raoul-Desprez
Présidente

Jean-Pierre Cassan
Administrateur Indépendant

Aude Labrune

Pierre Marucchi

Comité de Nomination

Jean-Claude Labrune
Président

Jean-Pierre Cassan
Administrateur Indépendant

Valérie Raoul-Desprez

Comité des Rémunérations

Jean-Pierre Cassan
Président, Administrateur Indépendant

Aude Labrune

Comité Stratégique

Jean-Claude Labrune
Président

Anne-Sophie Hérelle

Laurent Labrune

Direction Générale

Jean-Claude Labrune
Président Directeur Général

Laurent Labrune
Directeur Général Délégué

Pierre Marucchi
Directeur Général Délégué

1.2.2 Curriculum vitae des nouveaux administrateurs nommés en 2016

Madame Sandrine DEBROISE

Diplômée d'expertise comptable, titulaire d'une Maîtrise des Sciences et Techniques Comptables et Financières et d'un DESS de fiscalité de l'entreprise de l'Université Paris Dauphine, elle a débuté chez KPMG Audit Paris avant d'intégrer Cegedim en 1999 à la direction financière.

Après avoir exercé divers postes à la direction financière dont celui de Directeur Financier Groupe depuis 2010, elle est aujourd'hui Directeur Financier de la holding familiale FCB.

Monsieur Marcel KAHN

Diplômé de l'ESSEC, expert-Comptable et membre de l'Institut des Actuaire Français, il dispose de plus de 27 ans d'expérience financière et des directions générales ainsi que d'une très bonne connaissance du monde de l'assurance et des mutuelles.

Après avoir exercé diverses fonctions au sein de AXA, PartnerRe et Scor, il devient Directeur Général du groupe MACSF jusqu'en mai 2014. Il exerce aujourd'hui une activité de conseil et d'accompagnement des directions générales.

1.3 Activités

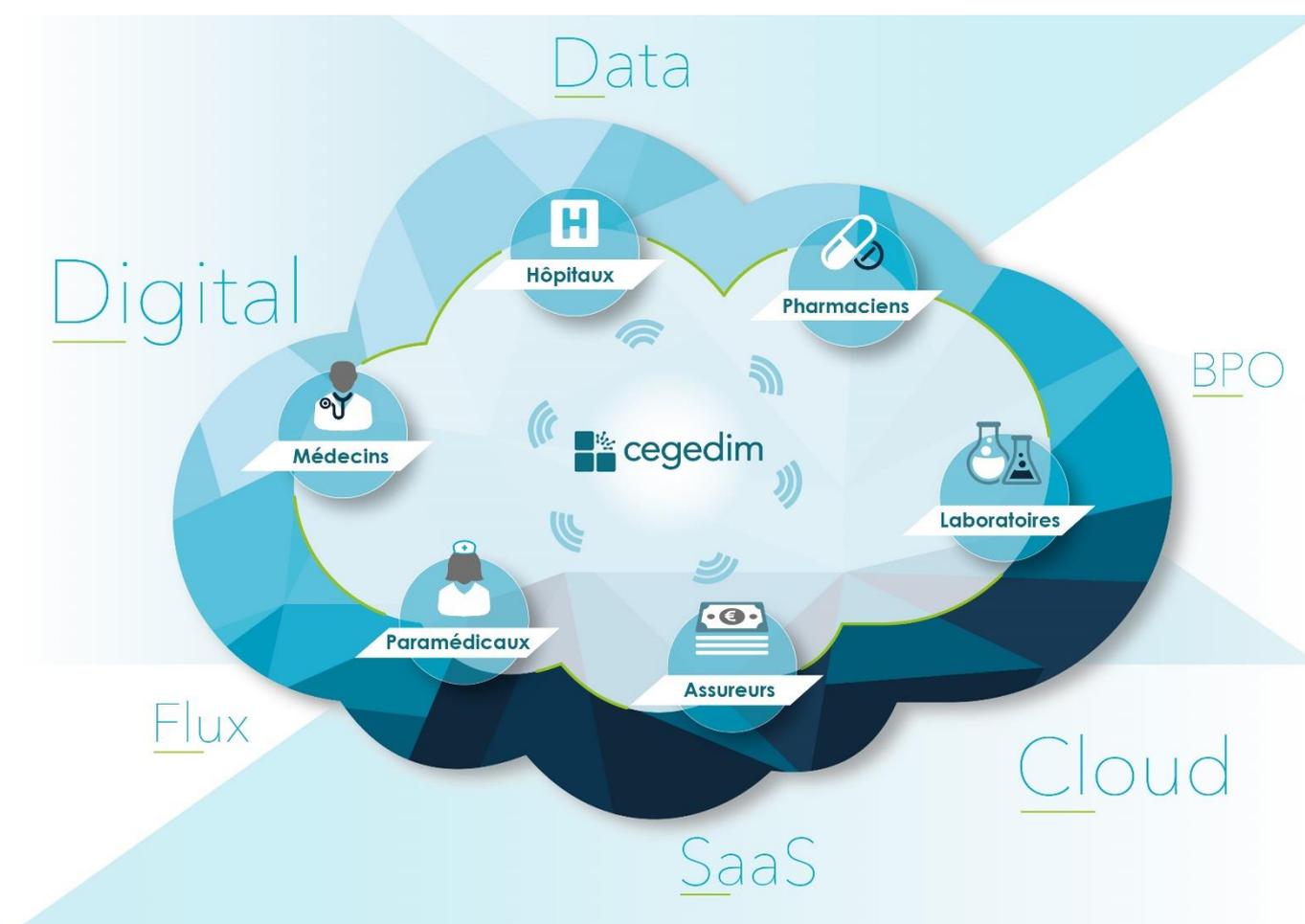
Cegedim est une entreprise innovante de technologies et de services spécialisée dans la gestion des flux numériques de l'écosystème santé et BtoB, ainsi que dans la conception de logiciels métier destinés aux professionnels de santé et de l'assurance.

Le Groupe est également présent dans les métiers de la gestion des ressources humaines et de la dématérialisation pour tous types d'industries.

En 2015, Cegedim a réalisé un chiffre d'affaires de 426,2 millions d'euros et comptait plus de 3 600 collaborateurs dans 11 pays.

Les activités de Cegedim sont organisées en 2 divisions opérationnelles en fonction des services proposés et des clients ciblés :

- **Assurance santé, RH et e-services**
- **Professionnels de santé**



1.4.1 Principales activités



Assurance santé, RH et e-services

CEGEDIM INSURANCE SOLUTIONS

La Business Unit *Cegedim Insurance Solutions* regroupe l'ensemble des solutions et services du Groupe destinés aux assureurs, mutuelles, institutions de prévoyance et intermédiaires, à travers ses filiales *Cegedim Activ, Activus, Cetip* et *iGestion*. Cette entité rassemble des compétences sur l'ensemble de la chaîne des échanges entre les professionnels de santé, les organismes assureurs et les gestionnaires de régimes obligatoires et complémentaires. *Cegedim Insurance Solutions* a enrichi son offre digitale via des solutions innovantes en prévention santé axées sur la gestion du capital bien être/santé, l'hospitalisation, l'aidant familial et la maladie chronique.

CEGEDIM E-BUSINESS

Spécialiste de la dématérialisation depuis 1989, *Cegedim* conçoit, développe et commercialise des offres de dématérialisation de factures, d'archivage à valeur probante et d'EDI à travers sa Business Unit *Cegedim e-business*.

CEGEDIM SRH

Cegedim SRH propose aux Directions des Ressources Humaines, *TEAMS^{RH}*, une plateforme SIRH complète et modulaire en mode SaaS.

DIGITAL**e-promotion**

MedExact propose divers supports de marketing digital auprès des médecins et des pharmaciens équipés des logiciels *Cegedim*.

RNP, Réseau National de Promotion, propose à ses clients un ensemble de prestations permettant de développer la visibilité de leurs produits en pharmacies et parapharmacies d'enseignes : campagnes de media point de vente (vitrines, écrans géants), mise en place de linéaires, d'opérations promotionnelles chez les groupements stratégiques, enquête point de vente.

DONNEES

Statistiques de vente des produits de santé et de parapharmacie & Données Patients en vie réelle.

Professionnels de santé**CEGEDIM HEALTHCARE SOFTWARE (CHS)**

Cette division regroupe l'ensemble des activités d'informatisation des professionnels de santé du Groupe. Elle équipe de ses solutions plus de 237 000 postes de travail médecins et paramédicaux, et 83 000 postes de travail pharmacies dans neuf pays (Belgique, Chili, Espagne, États-Unis, France, Italie, Roumanie, Royaume-Uni, Tunisie). En 2015, *CHS* s'est renforcée dans les logiciels Web et dans le développement de l'écosystème Patient, véritable plateforme d'échanges entre patients et professionnels de santé.

Les activités de *CHS* se répartissent entre :

- Logiciels pharmaciens (*Smart Rx, Cegedim Rx UK et Roumanie, Webstar, Next Software*) ;
- Logiciels médicaux (*CLM, INPS, HDMP, Millennium, Stacks, Pulse Systems*) ;
- Logiciels paramédicaux (*RM Ingénierie*) ;
- Base de données médicamenteuse (*Resip/BCB*).

CEGELEASE

Cegelease propose, en France, aux professionnels et entreprises de tous secteurs, des offres de location financière pour l'équipement informatique (logiciel, matériel et maintenance) et l'aménagement des locaux (enseignes, robotique, mobilier,...).

1.4 Actionnariat du Groupe au 30 Septembre 2016

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	% détenu	Nombre de votes simples	Nombre de votes doubles		Total voix	% droits de vote
				Actions	Voix		
FCB	7 375 891	52,70%	14 847	7 361 044	14 722 088	14 736 935	62,75%
Bpifrance participations	2 102 061	15,02%	0	2 102 061	4 204 122	4 204 122	17,90%
Public	4 494 214	32,11%	4 442 770	51 444	102 888	4 545 658	19,35%
Cegedim ⁽¹⁾	25 007	0,18%	0	0	0	0	0,00%
Total	13 997 173	100,00%	4 457 617	9 514 549	19 029 098	23 486 715	100,00%

(1) Y compris le contrat de liquidité.

1.5 Indicateurs boursiers

1.5.1 L'action Cegedim

Cotée sur Euronext Paris, compartiment B.

Code ISIN : FR0000053506

Ticker Reuters : CGDM.PA

Ticker Bloomberg : CGM

Le cours de Cegedim est consultable avec une mise à jour différée de quelques minutes sur le site www.Cegedim.fr.

1.6 Relations avec les actionnaires

La politique de Cegedim en matière de communication financière est de délivrer rapidement aux investisseurs et au marché une information pertinente et opportune sur les performances de l'entreprise.

Un des éléments clé de la communication avec le marché est la publication des résultats, tel que rapport annuel et trimestriel.

A la suite de la publication des communiqués de presse financiers, Cegedim organise une conférence téléphonique en anglais. Cegedim rencontre régulièrement les investisseurs institutionnels au travers de réunions et de roadshows en Europe et aux Etats-Unis.

Politique en matière de communication financière

Simplicité, transparence, clarté.

1.5.2 Performance boursière au 30 septembre 2016

L'action Cegedim a évolué négativement au cours du troisième trimestre 2016. Le cours de clôture à fin septembre 2016 était de 24,50€ ; en recul de 10,8% sur la période. Le 5 juillet 2016, le cours a atteint son plus haut niveau à 27,73€.

L'action Cegedim a évolué négativement au cours des neuf premiers mois de 2016. Le cours de clôture à fin septembre 2016 était de 24,50€ ; en baisse de 23,4% sur la période. Le 18 janvier 2016, le cours a atteint son plus haut niveau à 32,73€.

	Jan. – Sept.		Juin – Sept.	
	2016	2015	2016	2015
Valeur de l'action en clôture	24,50	36,00	24,50	36,00
Moyenne sur la période	25,54	35,09	25,71	38,22
Plus haut sur la période	32,73	42,69	27,73	42,69
Plus bas sur la période	21,02	29,45	23,92	35,31
Capitalisation boursière	342,9	503,9	342,9	503,9
Nombre de titre émis	14,0M	14,0M	14,0M	14,0M

Agenda prévisionnel 2016

14 décembre 2016 : 7^{ème} Investor Summit

Contact actionnaires

Jan Eryk Umiastowski

Directeur des investissements

Directeurs des Relations Investisseurs

Tel : +33 (0) 1 49 09 33 36

Janeryk.umiastowski@cegedim.com

2

Commentaires sur l'exercice intermédiaire

2.1 Faits marquants de l'exercice intermédiaire	12	2.4 Facteurs de risques et transactions entre parties liées	13
2.2 Effectifs	12	2.5 Examen de la situation financière du Groupe Cegedim	17
2.3 Evènements postérieurs au 30 septembre 2016	13	2.6 Perspectives	34

2.1 Faits marquants de l'exercice

Nouvelle facilité de crédit

En janvier 2016, le Groupe a mis en place une nouvelle facilité de crédit sous la forme d'un RCF de 200 millions d'euros sur 5 ans. Le taux d'intérêt appliqué pour cette facilité de crédit est égal à Euribor plus une marge. L'Euribor est au choix de Cegedim à 1, 3 ou 6 mois sachant qu'en cas d'Euribor négatif, il est considéré comme étant égal à 0. La marge varie entre 0,70% et 1,40% en fonction du ratio de levier calculé semestriellement en juin et décembre (cf. Point 2.4.1.1 page 14 du rapport financier semestriel 2016).

Exercice de l'option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 2020

Le 1^{er} avril 2016, Cegedim a exercé son option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, code ISIN XS0906984272 et XS0906984355, pour un montant total en principal de 314 814 000,00 euros et au prix de 105,0625% soit une prime totale de 15 937 458,75 euros. La société a procédé à l'annulation de

ces titres. L'opération a été financée par un tirage partiel du RCF négocié en janvier 2016 combiné au produit de cession à IMS Health. A l'issue de l'opération, l'endettement du Groupe est constitué du prêt subordonné FCB pour 45,1 millions d'euros, du tirage partiel du RCF de 200 millions d'euros et de facilités de découverts.

S&P a revu à la hausse la notation de Cegedim à BB avec perspective positive

A la suite de l'annonce de l'opération de remboursement de l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, l'agence de notation Standard and Poor's a revu à la hausse le 28 avril 2016, la notation de Cegedim qui s'établit désormais à BB, perspective stable.

A l'exception des faits indiqués ci-dessus, il n'y a eu postérieurement à la clôture et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

2.2 Effectifs

Au 30 septembre 2016, le Groupe Cegedim emploie, au titre des activités poursuivies 3 995 collaborateurs dans le monde, c'est à dire une progression de 269 collaborateurs, soit 7,2%, par rapport au 31 décembre 2015 (3 726 collaborateurs) et une progression de 426 collaborateurs, soit 11,9% par rapport au 30 septembre 2015 (3 569 collaborateurs).

Il est à noter que les effectifs incluent les collaborateurs issus de l'acquisition d'*Activus* en juillet 2015 et de *Nightingale* en octobre 2015. Il est à noter également que l'essentiel des embauches réalisées en 2016 ont eu lieu au premier et troisième trimestre 2016.

2.2.1 Effectifs par zone géographique

	30.09.2016	30.09.2015
France	2 676	2 483
EMEA hors France	1 072	927
Amérique	247	159
Groupe Cegedim	3 995	3 569

2.2.2 Effectifs par division

	30.09.2016	30.09.2015
Assurance santé, RH et e-service	1 987	1 727
Professionnels de santé	1 703	1 612
Activités non réparties	305	230
Groupe Cegedim	3 995	3 569

2.3 Evènements postérieurs au 30 septembre 2016

Signature du protocole d'acquisition de la société Futuramedia Group

Cegedim, a annoncé le 2 novembre 2016 la signature d'un protocole d'acquisition de Futuramedia Group. Cette transaction renforce l'offre digitale de sa filiale *RNP*, spécialiste de l'affichage en pharmacie en France.

Futuramedia Group a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 5,4 millions d'euros, aura un effet relatif sur les marges du Groupe Cegedim et contribuera au périmètre de consolidation du Groupe à compter du 1^{er} décembre 2016.

Cession du fonds de commerce Kadrigé

Le fonds de commerce Kadrigé a été cédé à IMS Health le 9 novembre 2016.

A l'exception des faits indiqués ci-dessus, il n'y a eu postérieurement à la clôture et à la connaissance de la société, aucun évènement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

2.4 Facteurs de risques et transactions entre parties liées

2.4.1 Facteurs de risques

Une description complète des principaux risques est disponible dans le *Document de Référence 2015* déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 31 mars 2016 au chapitre 2.4 Facteurs de risques et assurances de la page 40 à la page 55. Au cours des neuf premiers mois de 2016, Cegedim n'a pas constaté de changements significatifs.

Cependant à la suite de la mise en place d'une nouvelle facilité de crédit en janvier 2016 et de l'exercice de l'option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 2020 en avril 2016, les risques 2.4.1.1 de la page 40 à 42 et 2.4.1.3 de la page 42 à 45 du *Document de Référence 2015* déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 31 mars 2016 sont actualisés ci-dessous.

2.4.1.1 Le niveau d'endettement de Cegedim est susceptible d'avoir un impact négatif sur sa condition financière et de l'empêcher de remplir ses obligations liées aux accords de dette (*Risque 2.4.1.1 du Document de référence 2015*)

En mai 2007, Cegedim a contracté un prêt de 50,0 millions d'euros auprès de son principal actionnaire FCB, le prêt FCB. L'accord de prêt entre Cegedim SA et FCB a été signé le 7 mai 2007 ; il a ensuite été amendé le 5 septembre 2008 et le 21 septembre 2011 afin d'en proroger la durée et d'en modifier le taux d'intérêt applicable. Lors de l'augmentation de capital de décembre 2009, FCB a souscrit à hauteur de

4,9 millions d'euros en convertissant une portion du prêt FCB. Ainsi le solde du prêt FCB est de 45,1 millions d'euros. Le 14 janvier 2016 le contrat de prêt a été amendé afin de le subordonner à la facilité de crédit de 200 millions d'euros souscrite le même jour, d'en proroger la durée et d'en modifier le taux d'intérêt applicable.

Le 20 mars 2013, Cegedim a émis un emprunt obligataire de premier rang à 6,75% d'un montant de 300 millions d'euros selon les règles Reg S et 144A, arrivant à échéance le 1^{er} avril 2020. L'emprunt obligataire est coté en Bourse de Luxembourg et les codes ISIN sont XS0906984272 et XS0906984355. Le prix d'émission a été de 100% de la valeur nominale.

Le 7 avril 2014, Cegedim a émis 125 millions d'euros d'obligations additionnelles à son émission de 300 millions d'euros à 6,75% arrivant à échéance en 2020. Le prix d'émission a été de 105,75% augmenté des intérêts courus depuis le 1^{er} avril 2014. À l'exception de la date et du prix d'émission, ces nouvelles obligations sont identiques aux obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire 6,75% de 300 millions d'euros à échéance 2020 émis le 20 mars 2013. Entre 6 mai 2015 et le 25 février 2016, Cegedim a procédé sur le marché au rachat de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020 pour un montant total en principal de 110,2 millions d'euros. La société a procédé à l'annulation de ces titres. Ainsi le montant restant en circulation est de 314,8 millions d'euros en principal.

Le 14 janvier 2016, Cegedim a obtenu de ses banquiers une facilité de crédit revolving en euro de 200,0 millions d'euros arrivant à échéance le 14 janvier 2021.

Le 1^{er} avril 2016 *Cegedim* a exercé son option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, code ISIN XS0906984272 et XS0906984355, pour un

montant total en principal de 314 814 000,00 euros et au prix de 105,0625% soit une prime total de 15 937 458,75 euros. La société a procédé à l'annulation de l'intégralité de ces titres. L'opération a été financée par un tirage partiel du RCF négocié en janvier 2016 combiné au produit de cession à IMS Health. A l'issue de l'opération, l'endettement du Groupe est constitué du prêt subordonné FCB pour 45,1 millions d'euros, du tirage partiel du RCF de 200 millions d'euros et de facilités de découverts.

LA STRUCTURE DE LA DETTE AU 30 SEPTEMBRE 2016 EST LA SUIVANTE :

- Crédit revolving de 200 millions d'euros, dont 169 millions d'euros tirés au 30 septembre 2016, arrivant à échéance le 14 janvier 2021 ;
- Prêt de FCB de 45,1 millions d'euros arrivant à échéance en janvier 2021 ;
- 24,0 millions d'euros de facilités de découvert dont 0,1 million d'euros utilisés au 30 septembre 2016.

TAUX D'INTERET

L'intérêt payable sur la facilité de crédit revolving est la somme de la marge applicable sur l'Euribor et de certains coûts obligatoires (commission de non-utilisation égale à 35% de la marge applicable et commission d'utilisation égale à 10 points de base (bps), si le montant du tirage est inférieur à un tiers ; de 20bps si le montant du tirage est supérieur ou égal à un tiers et inférieur à deux tiers et de 40bps si le montant du tirage est supérieur ou égal aux deux tiers du montant de la facilité de crédit revolving). La marge applicable est fonction du ratio de levier financier consolidé. Le tableau ci-contre indique le barème de la marge applicable pour la facilité de crédit revolving.

Ratio de levier financier	Marge applicable (% par an)
Ratio ≤ 1,00	0,70
1,00 < Ratio ≤ 1,50	0,90
1,50 < Ratio ≤ 2,00	1,10
Ratio > 2,00	1,40

Au premier semestre 2016, la marge applicable sur les tirages au titre de la facilité de crédit revolving est de 0,90%. Au deuxième semestre 2016 la marge applicable sur les tirages au titre de la facilité de crédit revolving est de 1,40%.

Le prêt FCB porte intérêt à un taux supérieur de 200 bps au taux applicable dans le cadre de l'accord de la facilité de crédit revolving. L'intérêt est payable chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre.

AMORTISSEMENT DE LA DETTE

La facilité de crédit revolving et le prêt FCB arrive à échéance le 14 janvier 2021 sans amortissement.

Cegedim peut, occasionnellement, recourir à une dette supplémentaire substantielle pour financer le fonds de roulement, les dépenses d'investissement, les prises de participation, les acquisitions ou à d'autres fins. Dans ce cas, le Groupe voit croître les risques liés à son niveau d'endettement. Un haut niveau d'endettement peut, notamment, avoir d'importantes répercussions pour les détenteurs d'actions, à savoir :

- restriction de la capacité du Groupe à obtenir des financements supplémentaires pour le fonds de roulement, les dépenses en capital, les acquisitions et autres besoins d'ordre général ;
- nécessité de consacrer une part substantielle de son flux de trésorerie aux paiements du service de la dette (principal et intérêts) et non à d'autres fins, réduisant par conséquent la trésorerie disponible pour le Besoin en Fonds de Roulement, les dépenses d'investissement, les acquisitions et autres besoins d'ordre général ;
- difficulté accrue pour le Groupe de remplir ses obligations liées à la dette ;
- accroissement de la vulnérabilité du Groupe au regard de la conjoncture économique et industrielle défavorable ;
- exposition du Groupe au risque de hausse de taux d'intérêt, en effet certains des emprunts sont à taux d'intérêt variables ;
- moindre flexibilité du Groupe pour anticiper et réagir aux évolutions de son secteur d'activité ;
- effets négatifs sur les conditions de crédit auprès de ses créanciers ;
- désavantage du Groupe face à des concurrents ayant un levier financier moindre ou des ressources financières supérieures ; et
- augmentation du coût de financement.

En outre, Cegedim doit respecter des clauses restrictives qui limitent sa capacité à entreprendre des activités qui pourraient servir au mieux ses intérêts à long terme. L'incapacité du Groupe à respecter ces engagements peut être à l'origine d'un cas de défaut qui peut, en l'absence de correction ou de renonciation, entraîner l'accélération du remboursement d'une portion significative de sa dette. L'un ou l'autre de ces événements ou conséquences peut avoir une incidence défavorable significative sur sa capacité à remplir ses obligations au regard de la dette. La capacité du Groupe à effectuer les paiements du service de la dette et à refinancer son endettement et à financer les futurs besoins en fonds de roulement, les dépenses d'investissement, les acquisitions et autres besoins d'ordre général dépendra de ses performances opérationnelles futures et de sa capacité à générer de la trésorerie à partir de ses activités. La capacité de Cegedim à générer de la trésorerie à partir des opérations dépend, en grande partie, de facteurs économiques, concurrentiels, légaux et réglementaires ainsi

que d'autres facteurs échappant à son contrôle. Le Groupe pourrait ne pas pouvoir générer suffisamment de flux de trésorerie ou réunir suffisamment de capitaux pour le paiement du service de la dette ou le financement de ses futures acquisitions ou d'autres dépenses en besoins de fonds de roulement. Si une nouvelle dette s'ajoute aux dettes en cours, les risques auxquels fait face le Groupe actuellement pourraient s'intensifier. Pour en savoir plus sur les flux de trésorerie et les liquidités de Cegedim consultez le point 2.5.3 du présent Rapport Financier Trimestriel.

2.4.1.2 Les clauses restrictives des accords de dette existants de Cegedim peuvent limiter sa capacité à exercer son activité et à financer ses futures opérations ou besoins en capital, ou à développer d'autres activités (Risque 2.4.1.3 du Document de Référence 2015)

Les accords de dette comprennent différents engagements restrictifs qui imposent des restrictions financières et opérationnelles significatives au Groupe et peuvent limiter sa capacité à entreprendre des actions qui pourraient servir au mieux ses intérêts à long terme, dont des restrictions sur sa capacité à :

- recourir à une dette supplémentaire ;
- payer des dividendes ;
- réaliser des emprunts et investissements ;
- vendre des actifs ;
- altérer les activités du Groupe ;

Ces restrictions font l'objet d'un certain nombre de conditions et d'exceptions. Pour respecter les restrictions contenues dans certains de ces engagements, *Cegedim* doit se conformer à certains ratios et tests. L'obligation, pour le Groupe, de respecter ces clauses peut avoir une incidence négative significative sur sa capacité à réagir aux évolutions du marché, à tirer partie des opportunités développement que le Groupe estime intéressantes, à obtenir des financements futurs, à trouver les fonds nécessaires pour faire face à ses investissements, ou à gérer un déclin futur ou continu de son activité.

De plus, dans le cadre de l'accord de facilité de crédit revolving, Cegedim doit se conformer à un test semestriel de ratio de levier financier maximal et un test de ratio de couverture de frais financiers minimal. Le ratio de couverture des frais financiers devient de plus en plus restrictif avec le temps. La capacité du Groupe à respecter ses engagements financiers peut être mise à mal par des événements échappant au contrôle du Groupe, et Cegedim pourrait ne pas être en mesure de respecter ses engagements.

Le non-respect de ces engagements au titre des accords de dette existant et de tout futur accord de dette pourrait occasionnellement générer un cas de défaut au regard des accords de dette applicables. Un tel cas de défaut pourrait permettre aux créanciers d'accélérer la dette en question et

entraîner l'accélération du paiement de toute autre dette faisant l'objet d'une clause de défaut croisé ou d'accélération croisée. Dans le cas où les porteurs des titres de créances ou d'autres créanciers accéléreraient le remboursement des emprunts, le Groupe et ses filiales pourraient ne pas bénéficier de suffisamment d'actifs pour rembourser cette dette. En conséquence de ces restrictions, le Groupe pourrait être :

- limité dans sa capacité à gérer son activité ;
- dans l'incapacité à recourir à une dette ou des fonds propres supplémentaires pour faire gérer l'activité en période de ralentissement économique ou d'activité ;
- dans l'incapacité à rester compétitif ou à tirer parti de nouvelles opportunités commerciales.

Ces restrictions peuvent influencer sur la capacité du Groupe à se développer selon sa stratégie.

Le risque de liquidité du Groupe est induit principalement par l'échéance, l'amortissement et les paiements d'intérêt de la facilité de crédit revolving, du prêt FCB et des accords de découvert. Les emprunts sont suivis de façon centralisée.

Dette financière nette	En millions d'euros
30.09.2015	168,7
31.12.2015	159,3
31.03.2016	201,0
30.06.2016	202,1
30.09.2016	204,0

FACILITE DE CREDIT REVOLVING

Structure

L'accord de facilité de crédit revolving porte sur un crédit revolving euro d'un montant de 200,0 millions d'euros.

L'accord de facilité de crédit revolving n'est pas assorti de sûretés et n'est garanti par aucune des filiales du Groupe. Les obligations de paiement au titre de l'accord de facilité de crédit revolving sont de même rang que les autres obligations non assorties de sûretés et non subordonnées du Groupe.

Remboursement

Chaque tirage fait au titre de la facilité de crédit revolving est payable à la fin de la période d'intérêt.

Covenants financiers

Cegedim est soumis à deux covenants de maintenance dans le cadre de l'accord de facilité de crédit revolving. La conformité à ces engagements financiers est déterminée conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS).

Le Groupe doit s'assurer que jusqu'à la date de fin de cette facilité et pour les périodes de 12 mois pertinentes, le ratio

de levier financier est inférieur au chiffre indiqué dans le tableau ci-dessous et que le ratio de couverture d'intérêt est supérieur au chiffre indiqué dans ce même tableau.

Période de 12 mois se terminant le	Ratio de levier financier	Ratio de couverture d'intérêt
30.06.2016	2,50	1,50
31.12.2016	2,50	1,50
30.06.2017	2,50	1,50
31.12.2017	2,50	4,50
30.06.2018	2,50	4,50
31.12.2018	2,50	4,50
30.06.2019	2,50	4,50
31.12.2019	2,50	4,50
30.06.2020	2,50	4,50
31.12.2020	2,50	4,50

L'endettement financier net considéré ne prend pas en compte la dette de participation des salariés ni le prêt FCB.

L'EBITDA utilisé pour le calcul du ratio de levier financier est retraité de l'impact de la correction comptable des activités de location à la suite de l'application de la norme IAS 17. Cf. note 7.1 page 59 de ce rapport.

Covenants non financiers et autres clauses

Au titre de l'accord de facilité de crédit revolving, Cegedim est soumise à des interdictions en matière d'octroi de sûretés sur tout ou partie de ses actifs et sur la cession de tout ou partie de ses actifs dans le cadre de transactions visant à augmenter le niveau d'endettement ou à réaliser une acquisition.

L'accord de facilité de crédit revolving prévoit également des engagements d'ordre général, notamment une interdiction d'encourir des dettes supplémentaires, sous réserve d'exceptions limitées, et relativement à la cession d'actifs, ainsi que des restrictions sur l'octroi de prêts, de crédits, de garanties, sur la distribution de dividendes et sur la réalisation de fusions.

L'accord de facilité de crédit revolving comprend également des clauses d'obligations conventionnelles, de représentations, des garanties et des engagements.

L'accord de facilité de crédit revolving prévoit également d'autres cas conventionnels de défaut.

Loi applicable

L'accord de facilité de crédit revolving est régi par le droit français.

PRET FCB

Structure

Le prêt FCB n'est pas assorti de sûreté et n'est garanti par aucune des filiales de Cegedim. Les obligations de paiement au titre du prêt FCB sont subordonnées à la facilité de crédit revolving.

Covenants non financiers et autres clauses

Selon les termes de l'accord de subordination entre la facilité de crédit revolving et le prêt FCB, le Groupe ne peut rembourser que 5 millions d'euros avant la maturité de janvier 2021.

Loi applicable

L'accord de prêt FCB est régi par le droit français.

FACILITES DE DECOUVERT

Le Groupe a mis en place des facilités de découvert avec plusieurs banques françaises pouvant aller jusqu'à 24,0 millions d'euros. Ces facilités sont conclues pour une durée indéfinie ; l'une ou l'autre des parties peut y mettre fin à tout moment. Leurs taux d'intérêt sont variables et indexés sur l'Euribor. Au 30 septembre 2016, le Groupe a un encours de 0,1 million d'euros au titre de ces facilités.

PRINCIPAUX FINANCEMENTS

Le tableau ci-dessous présente les principaux financements de Cegedim en date du 30 septembre 2016.

En millions d'euros	Total	Moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Facilité de crédit revolving	169,0		169,0	
Prêt FCB	45,1	-	45,1	
Facilité de découvert	0,1	0,1	-	-
Total	214,2	0,1	214,1	-

Au 30 septembre 2016, les lignes de crédit confirmées du Groupe s'élèvent à 200,0 millions d'euros, dont 31,0 millions d'euros non utilisés.

2.4.2 Transactions entre parties liées

Une description des transactions avec les parties liées est disponible au chapitre 9.5 page 214 et dans la note 5.3 page 113 du chapitre 4.6 du *Document de Référence 2015* de Cegedim déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 31 mars 2016. Au cours des neuf premiers mois de 2016, Cegedim n'a identifié aucune autre transaction significative avec les parties liées.

2.5 Examen de la situation financière du Groupe Cegedim

2.5.1 Correction du traitement comptable des activités de location dans les comptes consolidés de Cegedim

Cegelease est une filiale à 100% de *Cegedim* qui propose, depuis 2001, des offres de location financière au travers de contrats principalement destinés aux officines pharmaceutiques et aux professionnels de santé en France. A l'origine, ces solutions de location s'adressaient aux pharmaciens clients du *Groupe Cegedim* qui souhaitent louer, plutôt qu'acheter comptant, leurs logiciels de gestion d'officine. Au fil du temps, l'activité de la société *Cegelease* a évolué, passant de revendeur exclusif des produits développés par le Groupe, à broker de contrats de location multi-solutions (concernant des produits du Groupe mais aussi de sociétés tierces) et multi-clients (certains clients n'étant pas communs à d'autres filiales du Groupe).

A la suite de la cession des activités *CRM et données stratégiques* à IMS Health, *Cegedim* a procédé à une revue

approfondie de ces activités. Cette revue s'est traduite par la requalification des contrats de location, conformément à la norme IAS 17, lors de la publication des comptes 2015 le 23 mars 2016. Ainsi les comptes des neuf premiers mois et du troisième trimestre 2015 de la division *Professionnels de santé* ont été retraités.

La société *Cegelease* représentant moins de 10% du chiffre d'affaires et de l'EBITDA consolidé, elle a été réintégrée dans la division *Professionnels de santé* depuis la publication des comptes 2015, le 23 mars 2016.

Enfin, en mars 2015, le fonds de commerce *Kadrige* a été classée en activité visant à être cédée ainsi, les comptes du premier trimestre 2015 de la division *Assurance santé, RH et e-services* ont été retraités. La cession a été effective le 9 novembre 2016.

2.5.1.1 Les impacts sur les comptes 2015

2.5.1.1.1 LES IMPACTS SUR LES COMPTES DU TROISIEME TRIMESTRE 2015

Les impacts sur les comptes du troisième trimestre 2015 antérieurement publiés sont présentés ci-après :

Impact compte de résultat du T3 2015

En millions d'euros	T3 2015 publié	Correction contrats location	T3 2015 retraité
Chiffre d'affaires	120,0	-19,7	100,2
Achats consommés	-19,6	+13,0	-6,6
Charges externes	-32,3	+3,3	-29,0
EBITDA	20,6	-3,4	17,2
Dotation aux amortissements	-10,9	+3,3	-7,6
Résultat opérationnel courant	9,7	-0,1	9,6

Chiffre d'affaires du T3 2015 par division

En millions d'euros	T3 2015 publié	T3 2015 retraité
Assurance santé, RH et e-services	56,0	55,5
Professionnels de santé	36,5	43,9
Cegelease	27,2	-
Activités non réparties	0,9	0,9
Groupe Cegedim	120,5	100,2

2.5.1.1.2 LES IMPACTS SUR LES COMPTES DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2015

Les impacts sur les comptes des neuf premiers mois de 2015 antérieurement publiés sont présentés ci-après :

Impact compte de résultat au 30 septembre 2015

En millions d'euros	30.09.2015 publié	Correction contrats location	30.09.2015 retraité
Chiffre d'affaires	365,3	-58,4	306,9
Achats consommés	-64,9	+38,3	-26,6
Charges externes	-92,0	+10,3	-81,7
EBITDA	62,1	-9,8	52,3
Dotation aux amortissements	-32,0	+9,6	-22,4
Résultat opérationnel courant	30,0	-0,2	29,9

Chiffre d'affaires au 30 septembre 2015 par division

En millions d'euros	30.09.2015 publié	30.09.2016 retraité
Assurance santé, RH et e-services	167,5	166,2
Professionnels de santé	113,0	137,9
Cegelease	83,3	-
Activités non réparties	2,8	2,8
Groupe Cegedim	366,6	306,9

2.5.2 Comptes de résultat consolidé du troisième trimestre 2016

En millions d'euros		T3 2016	T3 2015	Variation
Chiffre d'affaires	M€	102,8	100,2	+2,6%
Achats consommés	M€	-7,7	-6,6	+17,4%
Charges externes	M€	-30,7	-29,0	+5,8%
Frais de personnel	M€	-46,8	-44,1	+6,0%
EBITDA	M€	14,9	17,2	-13,4%
Marge EBITDA	%	14,5%	17,1%	-267bps
Dotation aux amortissements	M€	-8,9	-7,6	+16,5%
EBIT avant éléments exceptionnels	M€	6,0	9,6	-37,1%
Marge EBIT avant éléments exceptionnels	%	5,9%	9,6%	-370bps
Eléments exceptionnels	M€	-2,0	-0,9	+133,3%
EBIT	M€	4,0	8,7	-53,7%
Marge EBIT	%	3,9%	8,7%	-478bps
Coût de l'endettement financier net	M€	-1,4	-9,5	-85,3%
Total d'impôt	M€	0,3	-0,4	n.p.
Résultat net consolidé des activités poursuivies	M€	3,4	-0,7	n.p.
Résultat net des activités destinées à être cédées	M€	-0,4	-0,3	+58,0%
Résultat net part du groupe	M€	3,0	-0,9	n.p.

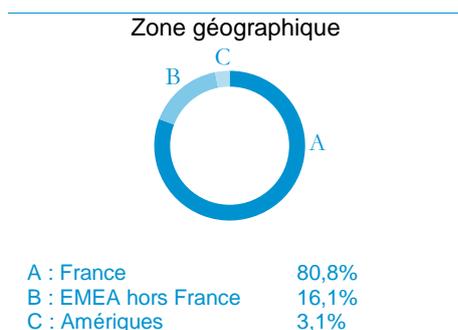
Le chiffre d'affaires des activités poursuivies s'établit à 102,8 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 100,2 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en progression de 2,6 millions d'euros, ou 2,6%. Il n'y a pas eu d'acquisition ni de cession sur la période. Hors effets de change négatif de 2,3%, le chiffre d'affaires a progressé de 4,9%.

L'effet défavorable de conversion de devises de 2,3 millions d'euros, soit 2,3%, est principalement dû à un impact négatif de la Livre Sterling (13,6% du CA) de 2,3 millions d'euros.

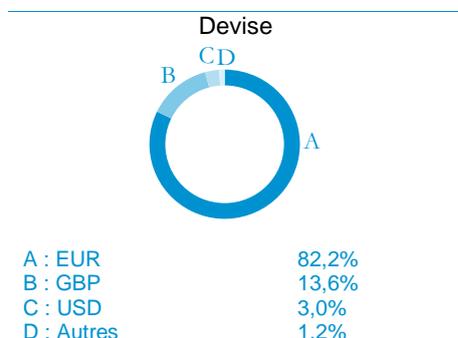
Au troisième trimestre 2016, en organique, la division *Assurance santé, RH et e-services* progresse de 9,5% alors que les divisions *Professionnels de santé* et *Activités non réparties* reculent respectivement de 0,7% et 8,7%.

Par zone géographique, la contribution de la France et des Amériques progressent de respectivement 2,0 points et 0,3 point à 80,8% et 3,1% respectivement, alors que l'EMEA (hors France) recule de 2,3 points à 16,1%.

Ventilation du chiffre d'affaires du T3 2016 par :



La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro et le dollar US progressent respectivement de 1,8 point et 0,3 point respectivement à 82,2% et 3,0%, alors que la Livre Sterling recule de 2,1 points à 13,6% et les autres devises demeurent relativement stables à 1,2%.



Par division, la répartition du chiffre d'affaires évolue peu. La division *Assurance santé, RH et e-services* progresse de 3,6 points à 58,9% alors que la division *Professionnels de santé* recule de 3,5 points à 40,3%. La division *Activités non réparties* demeure relativement stable à 0,7%.

Charges d'exploitation

Les achats consommés s'élèvent à 7,7 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 6,6 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en progression de 1,1 million d'euros ou 17,4%. Ils représentaient 7,5% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 6,6% au troisième trimestre 2015. Cette progression des achats consommés résulte principalement de l'évolution de l'activité des activités d'informatisation des médecins au Royaume-Uni.

Les charges externes s'élèvent à 30,7 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 29,0 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit une progression de 1,7 million d'euros, ou 5,8%. Elles représentaient 29,8% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 28,9% au troisième trimestre 2015. Cette progression résulte principalement d'un recours accru au personnel intérimaire dans le cadre de la migration et du développement des offres du Groupe.

Les frais de personnel s'élèvent à 46,8 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 44,1 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en progression de 2,7 millions d'euros, ou 6,0%. Ils représentaient 45,5% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 44,0% au troisième trimestre 2015. Cette progression est le reflet d'une augmentation des effectifs principalement au développement des activités BPO et du renforcement des équipes *Activus* au Royaume-Uni. Les effectifs ont augmenté de 109 collaborateurs au troisième trimestre.

Le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) introduit en France en 2013 vient réduire les charges de personnel. Au troisième trimestre 2016, l'impact sur les frais de personnel et les charges externes est une réduction de 0,8 million d'euros contre une réduction de 0,6 million d'euros au troisième trimestre 2015.

L'EBITDA s'établit à 14,9 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 17,2 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en recule de 2,3 millions d'euros, ou 13,4%. Il représentait 14,5% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 17,1% au troisième trimestre 2015. Ce recul de l'EBITDA reflète l'évolution du chiffre d'affaires, des achats consommés, des charges externes et des frais de personnel (voir ci-dessus).

L'EBIT avant éléments exceptionnels (*Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels*) s'établit à 6,0 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 9,6 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en recule de 3,6 millions d'euros, ou 37,1%. Il représentait 5,9% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 9,6% au troisième trimestre 2015. Ce recul reflète principalement le recule de 2,3 millions d'euros de l'EBITDA et l'accroissement de 1,3 million d'euros des dotations aux amortissements. Celles-ci s'établissent à 8,9 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 7,6 millions d'euros au troisième trimestre 2015.

Les éléments exceptionnels représentaient une charge de 2,0 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre une charge de 0,9 million d'euros au troisième trimestre 2015.

Cette progression résulte principalement d'une hausse des coûts de restructurations liée à la mise en place de nouvelles organisations.

Ventilation par nature des éléments exceptionnels

En millions d'euros	T3 2016	T3 2015
Plus ou moins-value de cession d'actifs et ajustement de prix	-	-
Frais de restructurations	-1,4	-0,6
Perte de valeurs sur immos. Corp. Et incorp. (y.c. ECA)	-	-
Autres produits et charges non courants (dont opération IMS)	-0,6	-0,2
Éléments exceptionnels	-2,0	-0,9

Ventilation par division

En millions d'euros	T3 2016	T3 2015
Assurance santé, RH & e-services	0,0	-0,1
Professionnels de santé	-1,6	-0,4
Activités non réparties	-0,4	-0,3
Éléments exceptionnels	-2,0	-0,9

L'EBIT s'établit à 4,0 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 8,7 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en recule de 4,7 millions d'euros, ou 53,7%. Ils représentaient 3,9% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 8,7% au troisième trimestre 2015. Ce recul résulte du recul de 3,6 millions d'euros du résultat opérationnel avant éléments exceptionnels et d'une progression de 1,1 million d'euros des charges exceptionnelles.

Charges financières

Le coût de l'endettement financier net s'établit à 1,4 million d'euros au troisième trimestre 2016 contre 9,5 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en recule de 8,1 millions d'euros, ou 85,3%. Il représentait 1,4% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 9,5% au troisième trimestre 2015. Ce recul reflète l'impact positif sur les frais financiers du remboursement anticipé de l'emprunt obligataire 2020 de coupon 6,75% au premier trimestre 2016 à la suite de la mise en place, en janvier 2016, d'un RCF de 200 millions d'euros au taux de 1,4%.

La charge d'impôts s'établit à un produit de 0,3 million d'euros au troisième trimestre 2016 contre une charge 0,4 million d'euros au troisième trimestre 2015, soit en recule de 0,7 million d'euros. Cette évolution résulte principalement de l'absence d'impôts sur les bénéfices au troisième trimestre 2016.

Résultat net

Le résultat net consolidé des activités poursuivies s'établit à un bénéfice de 3,4 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre une perte de 0,7 million au troisième trimestre 2015. Cette évolution du résultat net consolidé des activités poursuivies reflète l'évolution de l'EBIT, des éléments exceptionnels, du coût de l'endettement financier net et de la charge d'impôts (voir précédemment).

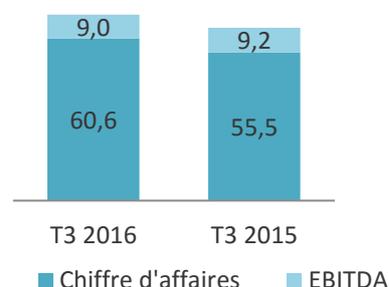
Le résultat net des activités cédées s'établit à une perte de 0,4 million d'euros au troisième trimestre 2016 contre une perte de 0,3 million d'euros au troisième trimestre 2015. Après prise en compte des intérêts minoritaires le résultat consolidé net part du groupe s'établit à un bénéfice de 3,0 millions d'euros au troisième trimestre 2016, contre une perte de 0,9 million d'euros au troisième trimestre 2015.

Le résultat par action avant éléments exceptionnels s'établit à un bénéfice de 0,4 euro au troisième trimestre 2016 contre une perte de 0,0 euro un an plus tôt. Le résultat net par action ressort en bénéfice de 0,2 euro au troisième trimestre 2016 contre une perte de 0,1 euro un an plus tôt.

2.5.3 Examen de la situation financière par division du troisième trimestre 2016

2.5.3.1 Division Assurance santé, RH et e-services

En millions d'euros	T3 2016	T3 2015	Variation
Chiffre d'affaires	60,6	55,5	+9,3%
EBIT avant éléments exceptionnels	4,9	5,2	-6,0%
Marge EBIT	8,0%	9,3%	-130bps
Eléments exceptionnels	0,0	-0,1	n.s.
EBIT	4,9	5,0	-3,8%
EBITDA	9,0	9,2	-2,1%
Marge EBITDA	14,8%	16,6%	-173bps
Dotation aux amortissements	-4,1	-4,0	+2,9%



Le chiffre d'affaires de la division *Assurance santé, RH et e-services* s'établit à 60,6 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 55,5 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en progression de 5,2 millions d'euros, ou 9,3%. Il n'y a pas eu d'impact d'acquisition ni de cession sur la période. Les effets de change ont contribué négativement à hauteur de 0,2%. En données organiques, le chiffre d'affaires est en progression de 9,5% sur la période.

La division *Assurance santé, RH et e-services* a contribué pour 58,9% au chiffre d'affaires Groupe au troisième trimestre 2016, contre 55,3% au troisième trimestre 2015.

Par zone géographique, les contributions de la France et de l'EMEA (hors France) sont quasiment stables à respectivement 96,4% et 3,6%.

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro demeure quasiment stable à 96,4%, alors que la Livre sterling progresse de 0,2 point à 2,3% et que les autres devises reculent de 0,2 point à 1,3%.

Cette croissance significative du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 résulte de l'amplification des tendances observées au premier semestre de l'année. A savoir, une hausse de l'activité de traitement de flux de tiers payant et une croissance à deux chiffres des activités :

- De BPO Santé et Prévoyance avec *iGestion* ;
- De plateforme SaaS de gestion des ressources humaines de *Cegedim SRH*, à la suite du démarrage de nombreux clients ;
- De *Cegedim e-business* à la suite de la mise en production de nouveaux clients sur sa plateforme SaaS d'échanges dématérialisés de données *Global Information Services* incluant les plateformes de paiement.
- De mise en valeur des vitrines de pharmacien, *RNP*.

L'EBITDA s'établit à 9,0 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 9,2 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en léger recul de 0,2 million d'euros, ou 2,1%. Il représentait 14,8% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 16,6% au troisième trimestre 2015.

Cette quasi stabilité de l'EBITDA résulte principalement :

- Du recul momentané de la rentabilité des activités logicielles et services dédiée à l'assurance de personnes de *Cegedim Insurance Solutions* à la suite du basculement en mode SaaS des principales offres et du démarrage de nouveaux clients et de nouveaux projets.

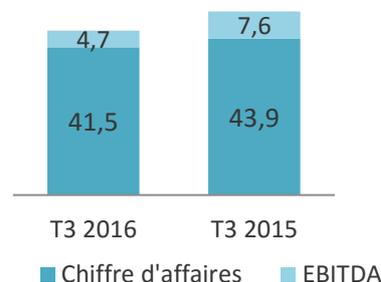
Il a été partiellement contrebalancé par une amélioration de la rentabilité de l'activité :

- De traitement des flux de tiers payant ;
- *RNP*, spécialiste de l'affichage classique et digital pour les vitrines des pharmacies en France ;
- De *Cegedim SRH*, *iGestion* et *Cegedim e-business* malgré le démarrage de nombreux clients en BPO.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) s'établit à 4,9 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 5,2 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en recul de 0,3 million d'euros, ou 6,0%. Il représentait 8,0% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 9,3% au troisième trimestre 2015. Ce recul de l'EBIT reflète principalement le recul de 0,2 million d'euros de l'EBITDA et d'une progression de 0,1 million d'euros des dotations aux amortissements.

2.5.3.2 Division Professionnels de santé

En millions d'euros	T3 2016	T3 2015	Variation
Chiffre d'affaires	41,5	43,9	-5,6%
EBIT avant éléments exceptionnels	1,4	4,4	n.s.
Marge EBIT	-3,3%	10,0%	-763bps
Eléments exceptionnels	-1,6	-0,4	+270,7%
EBIT	-0,2	4,4	-104,6%
EBITDA	4,7	7,6	-38,2%
Marge EBITDA	11,4%	17,3%	-598bps
Dotation aux amortissements	-3,3	-2,8	+18,7%



Le chiffre d'affaires de la division *Professionnels de santé* s'établit à 41,5 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 43,9 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en recul de 2,5 millions d'euros, ou 5,6%. Les effets de change ont contribué négativement à hauteur de 4,9%. Il n'y a pas d'effet périmètre. En données organiques, le chiffre d'affaires est en recul de 0,7% sur la période.

La division *Professionnels de santé* a contribué pour 40,3% au chiffre d'affaires Groupe au troisième trimestre 2016, contre 43,8% au troisième trimestre 2015.

Par zone géographique, la contribution de la France et des Amériques progressent respectivement de 1,6 point et 1,2 point à 57,8% et 7,6%, alors que l'EMEA (hors France) recule de 2,9 points à 34,7%

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro et le dollar US progressent respectivement de 1,4 point et 1,2 point à 61,0% et 7,5%, et la Livre Sterling recule de 2,8 points à 30,4% alors que les autres devises restent quasiment inchangées à 1,1%.

Ce recul du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 résulte principalement :

- Du ralentissement de l'activité d'informatisation des médecins anglais, dans l'attente de la sortie, début 2017, de l'offre Cloud. Sa commercialisation devrait permettre de retrouver une dynamique commerciale ;
- De la commercialisation en France seulement à partir de septembre 2016 de la nouvelle offre *Smart Rx*, solution complète de gestion de l'officine basée sur une architecture hybride, combinant Cloud et local et permettant le travail en réseau inter-officines et inter-professionnels de santé. Ainsi, le chiffre d'affaires de l'activité pharmacien France devrait retrouver le chemin de la croissance dans les prochains mois.

- De l'impact négatif à court terme du basculement en mode SaaS des médecins belges.

Cette performance est contrebalancée principalement par :

- La croissance à deux chiffres de *Pulse* portée par les offres RCM ;
- De la progression à deux chiffres des offres à destination des kinésithérapeutes et infirmières en France.

L'EBITDA s'établit à 4,7 millions d'euros au troisième trimestre 2016 contre 7,6 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en recul de 2,9 millions d'euros, ou 38,2%. Il représentait 11,4% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 17,3% au troisième trimestre 2015.

Ce recul de l'EBITDA résulte principalement d'investissements réalisés afin d'assurer la croissance future. En effet, le Groupe a été pénalisé principalement par les investissements réalisés en :

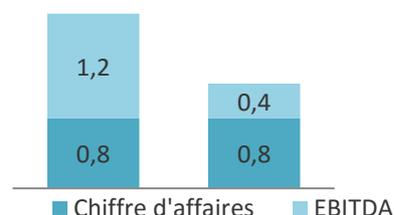
- Aux USA sur les activités RCM (Revenue Cycle Management) et EHR en mode SaaS ;
- Au Royaume-Uni afin de disposer en 2017 d'une offre en mode SaaS à destination des médecins.

Enfin le basculement des médecins belges vers une offre SaaS au deuxième trimestre pénalisent l'EBITDA à court terme.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) s'établit à 1,4 million d'euros au troisième trimestre 2016 contre 4,8 millions d'euros au troisième trimestre 2015, soit en recul de 3,4 millions d'euros, ou 71,6%. Il représentait 3,3% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 10,9% au troisième trimestre 2015. Ce recul reflète l'évolution négative de l'EBITDA de 2,9 millions d'euros et de la hausse de 0,5 million d'euros des dotations aux amortissements.

2.5.3.3 Division Activités non réparties

En millions d'euros	T3 2016	T3 2015	Variation	T3 2016	T3 2015
Chiffre d'affaires	0,8	0,8	-8,7%	1,2	0,4
EBIT avant éléments exceptionnels	-0,2	-0,4	-48,9%	0,8	0,8
Marge EBIT	-25,4%	-45,5%	+2 005bps		
Éléments exceptionnels	-0,4	-0,3	+35,4%		
EBIT	-0,6	-0,7	11,1%		
EBITDA	1,2	0,4	+215,1%		
Marge EBITDA	152,1%	44,1%	+10 804bps		
Dotations aux amortissements	-1,4	-0,8	+81,1%		



Le chiffre d'affaires de la division *Activités non réparties* s'établit à 0,8 million d'euros au troisième trimestre 2016 contre 0,8 million d'euros au troisième trimestre 2015, soit en recul de 0,1 million d'euros, ou 8,7%. Il n'y a pas d'effet de change et aucune cession, ni acquisition.

La division *Activités non réparties* a contribué pour 0,7% au chiffre d'affaires Groupe au troisième trimestre 2016, contre 0,8% au troisième trimestre 2015.

L'EBITDA s'établit à 1,2 million d'euros au troisième trimestre 2016 contre 0,4 million d'euros au troisième trimestre 2015, soit en progression de 0,8 million d'euros, ou 215,1%. Il représentait 152,1% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 44,1% au troisième trimestre 2015.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) s'établit en perte de 0,2 million d'euros au troisième trimestre 2016 contre une perte de 0,4 million d'euros au troisième trimestre 2015, soit en amélioration de 0,2 million d'euros, ou 48,9%. Il représentait 25,4% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2016 contre 45,5% au troisième trimestre 2015. Cette évolution favorable de l'EBIT reflète principalement l'évolution positive de l'EBITDA de 0,8 million d'euros et de la hausse de 0,6 million d'euros des dotations aux amortissements.

2.5.4 Comptes de résultat consolidé des neuf premiers mois de 2016

En millions d'euros		30.09.2016	30.09.2015	Variation
Chiffre d'affaires	M€	318,3	306,9	+3,7%
Achats consommés	M€	-24,7	-26,6	-7,1%
Charges externes	M€	-94,0	-81,7	+15,0%
Frais de personnel	M€	-150,4	-136,3	+10,4%
EBITDA	M€	40,6	52,3	-22,4%
Marge EBITDA	%	12,7%	17,0%	-426bps
Dotation aux amortissements	M€	-25,3	-22,4	+12,7%
EBIT avant éléments exceptionnels	M€	15,3	29,9	-48,9%
Marge EBIT avant éléments exceptionnels	%	4,8%	9,7%	-493bps
Éléments exceptionnels	M€	-5,7	-5,0	+14,3%
EBIT	M€	9,6	24,8	-61,6%
Marge EBIT	%	3,0%	8,1%	-510bps
Coût de l'endettement financier net	M€	-25,2	-32,7	-22,9%
Total d'impôt	M€	-1,4	-2,5	-42,8%
Résultat net consolidé des activités poursuivies	M€	-15,5	-9,0	-72,9%
Résultat net des activités destinées à être cédées	M€	-1,2	32,2	n.m.
Résultat net part du groupe	M€	-16,8	23,2	n.m.

Le chiffre d'affaires des activités poursuivies s'établit à 318,3 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 306,9 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2015, soit en progression de 11,5 millions d'euros, ou 3,7%. Hors effets de change négatif de 1,4%, et effet de périmètre positif de 1,1% à la suite de l'acquisition d'*Activus*, en juillet 2015 au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires a progressé de 4,0%.

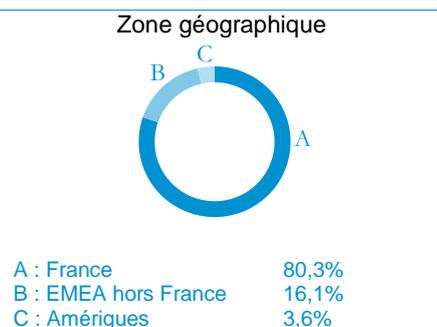
L'effet défavorable de conversion de devises de 4,1 millions d'euros, soit 1,4%, est principalement dû à un impact négatif de la Livre Sterling (13,8% du CA) de 4,1 millions d'euros.

L'effet favorable de périmètre de 3,3 million d'euros, soit 1,1%, est dû à l'acquisition de la société *Activus* au Royaume-Uni en juillet 2015.

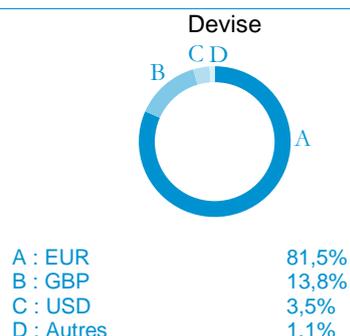
Sur les neuf premiers mois de 2016, en organique, la division *Assurance santé, RH et e-services* progresse de 9,5% alors que les divisions *Professionnels de santé* et *Activités non réparties* reculent de respectivement de 2,3% et 15,4%.

Par zone géographique, la contribution de la France et des Amériques progressent de respectivement 1,4 point et 0,5 point à 80,3% et 3,6% alors que l'EMEA (hors France) recule de 1,9 point à 16,1%.

Ventilation du chiffre d'affaires au 30 septembre 2016 par :



La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro et le dollar US progressent respectivement 1,1 point et 0,5 point à 81,5% et 3,5% alors que la Livre Sterling et les autres devises reculent de 1,5 point et 0,1 point à respectivement 13,8% et 1,1%.



Par division, la répartition du chiffre d'affaires évolue peu. La division *Assurance santé, RH et e-services* progresse de 4,1 points à 58,2% alors que la division *Professionnels de santé* recule de 3,9 points à 41,1%. La division *Activités non réparties* demeure relativement stable à 0,7%.

Charges d'exploitation

Les achats consommés s'élèvent à 24,7 millions sur les neuf premiers mois de 2016 contre 26,6 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit un recul de 1,9 million d'euros, ou 7,1%. Ils représentaient 7,8% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 8,7% des neuf premiers mois de 2015. Ce recul des achats consommés résulte principalement de l'évolution des activités d'informatisation des médecins au Royaume-Uni.

Les charges externes s'élèvent 94,0 millions sur les neuf premiers mois de 2016 contre 81,7 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en progression de 12,3 millions d'euros, ou 15,0%. Ils représentaient 29,5% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 26,6% des neuf premiers mois de 2015. Cette progression résulte principalement d'un recours accru au personnel intérimaire dans le cadre de la migration et du développement des offres du Groupe au cours du premier semestre 2016. Elles ont progressé de 10,6 millions d'euros au premier semestre et de 1,7 million d'euros au troisième trimestre à la suite de la migration réussie de certaines offres du Groupe.

Les frais de personnel s'élèvent à 150,4 millions sur les neuf premiers mois de 2016 contre 136,3 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en progression de 14,2 millions d'euros, ou 10,4%. Ils représentaient 47,3% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre

44,4% des neuf premiers mois de 2015. Cette progression est le reflet d'une augmentation des effectifs principalement liée au lancement de l'offre RCM aux Etats-Unis, aux acquisitions d'*Activus* en juillet 2015 et de *Nightingale* fin 2015, au développement de l'activité BPO et au renforcement des équipes R&D afin d'assurer la transition vers le SaaS. Il est à noter que sur les douze derniers mois, 62% des embauches ont eu lieu entre septembre 2015 et mars 2016 et 25% au troisième trimestre 2016.

Le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) introduit en France en 2013 vient réduire les charges de personnel. Sur les neuf premiers mois de 2016, l'impact sur les frais de personnel et les charges externes est une réduction de 2,1 millions d'euros contre une réduction de 2,0 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015.

L'EBITDA s'établit à 40,6 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 52,3 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 11,7 millions d'euros, ou 22,4%. Il représentait 12,7% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 17,0% des neuf premiers mois de 2015. Ce recul de l'EBITDA reflète l'évolution du chiffre d'affaires, des achats consommés, des charges externes et des frais de personnel (voir ci-dessus). Il est à noter, que plus de 80% du recul a eu lieu au premier semestre 2016.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) s'établit à 15,3 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 29,9 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 14,6 millions d'euros, ou 48,9%. Il représentait 4,8% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 9,7% des neuf premiers mois de 2015. Ce recul reflète principalement le recul de 11,7 millions d'euros de l'EBITDA et l'accroissement de 2,9 millions d'euros des dotations aux amortissements, passant de 22,4 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015 à 25,3 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016. L'accroissement de l'amortissement de la R&D sur la période est de 1,0 million d'euros.

Les éléments exceptionnels représentaient, sur les neuf premiers mois de 2016, une charge de 5,7 million d'euros contre une charge de 5,0 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2015. Cette progression résulte principalement de la hausse des frais de restructurations à la suite de la mise en place de nouvelles organisations.

Ventilation par nature des éléments exceptionnels

En millions d'euros	30.09.2016	30.09.2015
Plus ou moins-value de cession d'actifs et ajustement de prix	-	-
Frais de restructurations	-3,9	-3,0
Perte de valeurs sur immos. Corp. Et incorp. (y.c. ECA)	-	-
Autres produits et charges non courants	-1,8	-2,0
Eléments exceptionnels	-5,7	-5,0

Ventilation par division

En millions d'euros	30.09.2016	30.09.2015
Assurance santé, RH & e-services	-0,3	-0,3
Professionnels de santé	-4,5	-2,7
Activités non réparties	-0,9	-2,1
Éléments exceptionnels	-5,7	-5,0

L'**EBIT** s'établit à 9,6 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 24,8 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 15,3 millions d'euros, ou 61,6%. Il représentait 3,0% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 8,1% des neuf premiers mois de 2015. Ce recul résulte de la baisse de 14,6 millions d'euros du résultat opérationnel avant éléments exceptionnels et de la progression de 0,7 million d'euros des charges exceptionnelles.

Charges financières

Le coût de l'endettement financier net s'établit à 25,2 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 32,7 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 7,5 millions d'euros, ou 22,9%. Il représentait 7,9% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 10,7% des neuf premiers mois de 2015. Ce recul reflète la baisse des frais financiers au deuxième et troisième trimestre à la suite de la restructuration de la dette en janvier et mars 2016.

La charge d'impôts s'établit à 1,4 million d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 2,5 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 1,1 millions d'euros, ou 42,8%. Cette évolution résulte principalement d'un recul de l'impôt sur les bénéfices.

Résultat net

Le résultat net consolidé des activités poursuivies s'établit à une perte de 15,5 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre une perte de 9,0 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 6,5 millions d'euros, ou 72,9%. Cette dégradation du résultat net consolidé des activités poursuivies reflète l'évolution de l'EBIT, des éléments exceptionnels, du coût de l'endettement financier net et de la charge d'impôts (voir précédemment).

Le résultat net des activités cédées s'établit à une perte de 1,2 million d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre un bénéfice de 32,2 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015. Après prise en compte des intérêts minoritaires **le résultat consolidé net part du groupe** s'établit en perte de 16,8 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016, contre un bénéfice de 23,2 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015.

Le résultat par action avant éléments exceptionnels s'établit en perte de 0,7 euro sur les neuf premiers mois de l'année 2016 contre une perte de 0,3 euro un an plus tôt.

Le résultat net par action ressort en perte de 1,2 euro sur les neuf premiers mois de 2016 contre un bénéfice de 1,7 euro un an plus tôt.

2.5.5 Examen de la situation financière par division des neuf premiers mois de 2016

2.5.5.1 Division Assurance santé, RH et e-services

En millions d'euros	30.09.2016	30.09.2015	Variation	
Chiffre d'affaires	185,2	166,2	+11,4%	
EBIT avant éléments exceptionnels	15,4	18,0	-14,4%	
Marge EBIT	8,3%	10,8%	-251bps	
Eléments exceptionnels	-0,3	-0,3	-5,5%	
EBIT	15,1	17,7	-14,6%	
EBITDA	26,8	29,9	-10,4%	
Marge EBITDA	14,5%	18,0%	352bps	
Dotation aux amortissements	-11,4	-11,9	-4,3%	

Le chiffre d'affaires de la division *Assurance santé, RH et e-services* s'établit à 185,2 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 166,2 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2015, soit en progression de 19,0 millions d'euros, ou 11,4%. Hors effets de change négatif de 0,1%, et effet de périmètre positif de 2,0% à la suite de l'acquisition d'*Activus*, en juillet 2015 au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires a progressé de 9,5%.

La division *Assurance santé, RH et e-services* a contribué pour 58,2% au chiffre d'affaires Groupe des neuf premiers mois de 2016, contre 54,1% des neuf premiers mois de 2015.

Par zone géographique, la contribution de la France recule de 1,6 point à 96,2% et l'EMEA (hors France) progresse de 1,6 point à 3,8%.

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro recule de 1,6 point à 96,2%, alors que la Livre sterling progresse de 1,8 point à 2,5% et que les autres devises demeurent quasiment stables à 1,2%.

Cette croissance significative du chiffre d'affaires sur les neuf premiers mois de 2016 résulte principalement :

- De *Cegedim Insurance Solutions* porté par la croissance à deux chiffres des activités de BPO avec *iGestion* et d'une hausse soutenue de l'activité de traitement de flux de tiers payant. Le démarrage de nouveaux clients permet à l'activité logiciels et services dédiées à l'assurance de personnes de largement compenser l'effet du basculement en mode Cloud.
- De la croissance à deux chiffres de l'activité *Cegedim e-business* à la suite de la mise en production de nouveaux clients sur sa plateforme SaaS d'échanges dématérialisés de données *Global Information Services* incluant les plateformes de paiement.

- Par le démarrage de nombreux clients sur la plateforme SaaS de gestion des ressources humaines de *Cegedim SRH*, se traduisant par une croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires.

L'EBITDA s'établit à 26,8 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 29,9 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 3,1 millions d'euros, ou 10,4%. Il représentait 14,5% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 18,0% des neuf premiers mois de 2015.

Ce recul de l'EBITDA a eu lieu principalement au premier semestre 2016. Au troisième trimestre l'EBITDA est quasiment stable. Au premier semestre le recul résultait principalement :

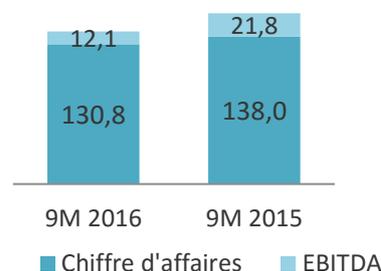
- Du démarrage de clients en BPO pour *iGestion* et *Cegedim e-business* ;
- Du basculement en mode SaaS des principales offres de *Cegedim Insurance Solutions* et du démarrage de nouveaux clients et de nouveaux projets ;
- D'un séquençage différent des campagnes au premier semestre 2016 par rapport à 2015 pour l'activité *RNP*.

Il a été partiellement compensé par la bonne performance de l'activité de traitement des flux de tiers payant et de *Cegedim SRH*.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) s'établit à 15,4 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 18,0 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 2,6 millions d'euros, ou 14,4%. Il représentait 8,3% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 10,8% des neuf premiers mois de 2015. Ce recul de l'EBIT reflète principalement le recul de 3,1 millions d'euros de l'EBITDA et la baisse de 0,5 million d'euros des dotations aux amortissements.

2.5.5.2 Division Professionnels de santé

En millions d'euros	30.09.2016	30.09.2015	Variation
Chiffre d'affaires	130,8	138,0	-5,2%
EBIT avant éléments exceptionnels	2,3	13,3	-82,7%
Marge EBIT	1,8%	9,7%	-793bps
Éléments exceptionnels	-4,5	-2,7	+69,8%
EBIT	-2,2	10,7	n.p.
EBITDA	12,1	21,8	-44,3%
Marge EBITDA	9,3%	15,8%	-652bps
Dotations aux amortissements	-9,8	-8,4	+16,4%



Le chiffre d'affaires de la division *Professionnels de santé* s'établit à 130,8 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 138,0 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2015, soit en recul de 7,1 millions d'euros, ou 5,2%. Hors effets de change négatif de 2,9%, le chiffre d'affaires a reculé de 2,3%. Il n'y a pas d'impact d'acquisition ou de cession.

La division *Professionnels de santé* a contribué pour 41,1% au chiffre d'affaires Groupe des neuf premiers mois de 2016, contre 45,0% des neuf premiers mois de 2015.

Par zone géographique, la contribution de la France et des Amériques progressent respectivement de 1,7 et 1,9 point à respectivement 57,5% et 8,7%, alors que l'EMEA (hors France) recule de 3,6 points à 33,7%.

La répartition du chiffre d'affaires entre les différentes devises évolue peu par rapport à la même période il y a un an : l'Euro et le dollar US progressent respectivement de 1,3 et 1,9 point à respectivement 60,4% et 8,6% alors que la Livre Sterling recule de 3,3 points à 29,9% et les autres devises restent quasiment inchangées à 1,0%.

Ce recul du chiffre d'affaires sur les neuf premiers mois de 2016 résulte principalement :

- Du ralentissement de l'activité d'informatisation des médecins anglais, dans l'attente de la sortie, début 2017, de l'offre Cloud. Sa commercialisation devrait permettre de retrouver une dynamique commerciale ;
- De la commercialisation en France seulement à partir de septembre 2016 de la nouvelle offre *Smart Rx*, solution complète de gestion de l'officine basée sur une architecture hybride, combinant Cloud et local et permettant le travail en réseau inter-officines et inter-professionnels de santé. Ainsi, le chiffre d'affaires de l'activité pharmacien France devrait retrouver le chemin de la croissance dans les prochains mois ;

- De l'impact négatif à court terme du basculement en mode SaaS des médecins belges.

Cette performance est contrebalancée principalement par la croissance à deux chiffres :

- De *Pulse* porté par les offres RCM ;
- Des offres à destination des kinésithérapeutes et infirmières en France.

L'EBITDA s'établit à 12,1 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 21,8 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 9,6 millions d'euros, ou 44,3%. Il représentait 9,3% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 15,8% des neuf premiers mois de 2015.

Ce recul de l'EBITDA résulte principalement d'investissements réalisés afin d'assurer la croissance future. En effet, le Groupe a été pénalisé principalement par les investissements réalisés :

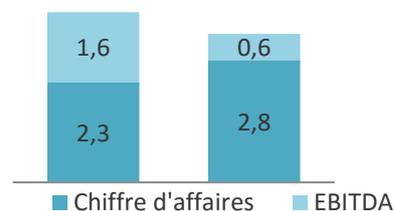
- En France pour le développement de la nouvelle offre hybride pour les officines ;
- Aux USA sur les activités RCM (Revenue Cycle Management) et EHR en mode SaaS ;
- Au Royaume-Uni afin de disposer en 2017 d'une offre en mode SaaS à destination des médecins.

Enfin, le basculement des médecins belges vers une offre SaaS et la réorganisation durant l'été de l'activité aux USA pénalisent l'EBITDA à court terme.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) s'établit à 2,3 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 13,3 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 11,0 millions d'euros, ou 82,7%. Il représentait 1,8% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 9,7% des neuf premiers mois de 2015. Ce recul reflète l'évolution négative de l'EBITDA de 9,6 millions et la hausse des dotations aux amortissements pour 1,4 million d'euros.

2.5.5.3 Division Activités non réparties

En millions d'euros	30.09.2016	30.09.2015	Variation	9M 2016	9M 2015
Chiffre d'affaires	2,3	2,8	-15,4%	2,3	2,8
EBIT avant éléments exceptionnels	-2,4	-1,4	+67,2%	-2,4	-1,4
Marge EBIT	-103,0%	-52,1%	-5 094bps.	-103,0%	-52,1%
Eléments exceptionnels	-0,9	-2,1	-55,3%	-0,9	-2,1
EBIT	-3,3	-3,5	-4,9%	-3,3	-3,5
EBITDA	1,6	0,6	+164,3%	1,6	0,6
Marge EBITDA	69,3%	22,2%	+4 713bps	69,3%	22,2%
Dotations aux amortissements	-4,0	-2,1	+96,2%	-4,0	-2,1



Le chiffre d'affaires de la division *Activités non réparties* s'établit à 2,3 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 2,8 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2015, soit en recul de 0,4 million d'euros, ou 15,4%. Il n'y a pas d'effet de change et aucune cession, ni acquisition.

La division *Activités non réparties* a contribué pour 0,7% au chiffre d'affaires Groupe des neuf premiers mois de 2016, contre 0,9% des neuf premiers mois de 2015.

Cette évolution reflète un retour à un niveau de facturation normal.

L'EBITDA s'établit à 1,6 million d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre 0,6 million d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en progression de 1,0 million d'euros, ou 164,3%. Il représentait 69,3% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 22,2% des neuf premiers mois de 2015. Cette évolution favorable de l'EBITDA reflète le retour à un niveau de marge normal.

L'EBIT avant éléments exceptionnels (Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels) s'établit en une perte de 2,4 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 contre une perte de 1,4 million d'euros sur les neuf premiers mois de 2015, soit en recul de 1,0 million d'euros, ou 67,2%. Il représentait 103,0% du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2016 contre 52,1% des neuf premiers mois de 2015. Cette évolution défavorable de l'EBIT reflète principalement la hausse de 2,0 millions d'euros des dotations aux amortissements partiellement contrebalancée par l'évolution positive de 1,0 million d'euros de l'EBITDA.

2.5.6 Structure Financière

2.5.6.1 Bilan consolidé

En millions d'euros	Note	30.09.2016	31.12.2015	Variation
Actif				
Ecart d'acquisition		183,8	188,5	-2,5%
Immobilisation corporelles et incorporelles		161,0	147,2	+9,4%
Immobilisation financières	a	10,0	10,0	-0,2%
Autres actifs non courants	b	66,8	66,5	+0,4%
Créances clients : part à moins d'un an		155,0	161,9	-4,3%
Trésorerie et équivalents		9,1	231,3	-96,0%
Autres actifs courants		73,4	58,1	+26,4%
Actifs des activités destinées à être cédées		0,8	0,8	+9,3%
Total actif		659,9	864,3	-23,6%
Passif				
Dettes financières long terme	c	220,5	51,7	+326,3%
Autres passifs non courants		47,9	44,3	+8,2%
Dettes financières court terme	c	4,2	347,2	-98,8%
Autres passifs courants	d	190,9	189,1	+0,9%
Total passif (hors capitaux propres)		464,5	636,1	-27,0%
Capitaux propres	e	195,4	228,1	-14,3%
Passifs des activités destinées à être cédées		1,0	3,8	-74,7%
Total passif		659,9	864,3	-23,6%

a) Hors titres des sociétés mises en équivalence

b) Incluant des impôts différés pour 29,7 millions d'euros au 30 septembre 2016 et 28,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

c) Les dettes financières long terme et court terme comprennent la participation pour un montant de 7,6 millions d'euros au 30 septembre 2016 et 8,0 millions d'euros au 31 décembre 2015.

d) Incluant les « dettes fiscales et sociales » pour 60,6 millions d'euros au 30 septembre 2016 et 70,6 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cela inclut la TVA, la participation en France et aux Etats-Unis, les provisions pour congés payés, les contributions à la sécurité sociale en France, les couvertures d'assurance en France et les bonus

e) Incluant les intérêts minoritaires pour 0,0 million d'euros au 30 septembre 2016 et 0,1 million d'euros au 31 décembre 2015.

Endettement financier net

En millions d'euros	Note	30.09.2016	30.06.2016	31.03.2016	31.12.2015
Dettes financières long terme		220,5	223,0	227,8	51,7
Dettes financières court terme		4,2	4,3	1,8	347,2
Dettes brutes	f	224,8	227,3	229,6	398,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie		9,1	10,8	20,2	231,3
Endettement financier net	f	215,6	216,6	209,4	167,6
Capitaux propres		195,4	198,4	199,6	228,1
Gearing	g	1,1	1,1	1,0	0,7

f) L'endettement financier net équivaut au total dette moins la participation des salariés pour 7,6 millions d'euros et autres pour 0,3 million d'euros au 30 septembre 2016

g) Ratio d'endettement financier net sur capitaux propres

COMMENTAIRES SUR LE BILAN CONSOLIDÉ

Le total bilan consolidé s'élevait à 659,9 millions d'euros au 30 septembre 2016, en recul de 23,6% par rapport au 31 décembre 2015.

Les écarts d'acquisition représentaient 183,8 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre 188,5 millions d'euros à fin 2015. Ce recul de 4,7 millions, soit de 2,5%, s'explique principalement par le renforcement de l'euro vis-à-vis de la Livre Sterling pour 4,8 millions d'euros. Les écarts d'acquisition représentaient 27,9% du total du bilan au 30 septembre 2016, contre 21,8% au 31 décembre 2015.

Les immobilisations corporelles et incorporelles

s'élevaient à 161,0 millions d'euros au 30 septembre 2016, contre 147,2 millions d'euros au 31 décembre 2015, une hausse de 13,8 millions d'euros, soit 9,4%.

- **Les immobilisations corporelles** s'élevaient à 26,1 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre 22,1 millions d'euros au 31 décembre 2015, soit une progression de 4,0 millions d'euros, ou 18,0%
- **Les immobilisations incorporelles** s'élevaient à 134,9 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre 125,1 millions au 31 décembre 2015, soit une progression de 9,8 millions d'euros ou 7,8%. Cette hausse reflétant principalement la hausse des frais de développement capitalisés.

La part des immobilisations corporelles et incorporelles dans le total bilan représentait 24,4% au 30 septembre 2016 contre 17,0% au 31 décembre 2015.

Les créances clients part à moins d'un an s'élevaient à 155,0 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre 161,9 millions d'euros au 31 décembre 2015, soit un recul de 6,9 millions d'euros, ou 4,3%.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie

s'établissaient à 9,1 millions d'euros au 30 septembre 2016, en recul de 222,2 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Ce recul résulte principalement du remboursement anticipé de l'emprunt obligataire 2020 pour un nominal de 340,1 millions d'euros, du paiement de la prime de remboursement anticipé pour 15,9 millions d'euros et d'une dégradation de la variation du BFR de 9,8 millions d'euros partiellement compensé par le tirage de 169,0 million d'euros de la facilité de crédit revolver de 200,0 millions d'euros. La trésorerie et équivalents de trésorerie représentaient 1,4% du total bilan au 30 septembre 2016 contre 26,8% au 31 décembre 2015.

La dette financière à long terme a progressé de 168,8 millions d'euros, soit 326,3%, s'établissant à 220,5 millions d'euros contre 51,7 millions d'euros au

31 décembre 2015. Cette progression reflète principalement le tirage de 169,0 millions d'euros au 30 septembre 2016 de la facilité de crédit revolver de 200 millions d'euros mise en place le 14 janvier 2016 et la prise en compte du complément de prix prévisionnel sur *Activus* pour 1,2 million d'euros. Les dettes à long terme comprennent la dette de participation des salariés pour un montant total de 6,2 millions d'euros à fin septembre 2016 contre 6,1 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les dettes à court terme ont reculé de 343,0 millions d'euros, soit 98,8%, s'établissant à 4,2 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre 347,2 millions d'euros au 31 décembre 2015. Ce recul résulte principalement du remboursement par anticipation de l'emprunt obligataire de coupon 6,75% et de maturité 2020 pour un montant en nominal de 340,1 millions d'euros au premier trimestre 2016 ainsi que de la prise en compte des compléments de prix prévisionnels sur *Activus*, *Webstar* et *Nightingale* pour un total de 2,6 millions d'euros. Les dettes à court terme comprennent la dette de participation des salariés pour un montant total de 1,4 million d'euros à fin septembre 2016.

Le total des dettes financières s'élève à 224,8 millions d'euros au 30 septembre 2016 en recul de 174,2 millions d'euros, soit 43,7%. Le total des dettes financières nettes s'élève à 215,6 millions d'euros, en progression de 48,0 millions d'euros par rapport à il y a neuf mois. Elles représentaient 110,3% des capitaux propres au 31 septembre 2016 contre 73,5% au 31 décembre 2015. Les dettes à long et court terme comprennent la dette de participation des salariés pour un montant total de 7,6 millions d'euros, l'estimation des compléments de prix liée aux acquisitions d'*Activus*, *Webstar* et *Nightingale* pour 3,7 millions d'euros et 0,4 million d'euros d'autres dettes à fin septembre 2016.

Les capitaux propres ont reculé de 32,7 millions d'euros, soit 14,3%, s'établissant à 195,4 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre 228,1 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette évolution résulte principalement du recul du résultat Groupe et des écarts de conversion pour respectivement 83,7 et 11,8 millions d'euros partiellement compensé par l'accroissement des réserves Groupe pour 62,8 millions d'euros. Les capitaux propres représentaient 29,6% du total bilan à fin septembre 2016, contre 26,4% à fin décembre 2015.

Engagements hors bilan

Cegedim S.A. donne des garanties et des sûretés, en lien avec des obligations financières ou opérationnelles de ses filiales dans le cours normal des affaires. Voir note 10.4 des annexes aux comptes consolidés condensés.

2.5.6.2 Source et montant des flux de trésorerie consolidés

RESUME DU TABLEAU DE FLUX TRESORERIE

<i>En millions d'euros</i>	Note	30.09.2016	30.09.2015
Cash-flow brut		44,6	51,5
Impôt versé		-3,7	-9,9
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-9,8	-23,1
Flux de trésorerie générés par l'activité		31,0	18,5
<i>Dont flux de trésorerie générés par les activités non poursuivies</i>	f	2,0	5,2
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-45,2	+282,5
<i>Dont flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</i>		0,0	-7,5
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-204,0	-186,7
<i>Dont flux de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies</i>		0,0	-0,9
Variation des trésoreries hors effets devises	f	-218,1	+114,3
Incidence des variations de cours de devises		-1,0	+2,9
Trésorerie nette d'ouverture	g	228,1	99,7
Trésorerie nette de clôture		9,1	216,8

COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX

Le Flux net de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'élève à 31,0 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre 18,5 millions d'euros au 30 septembre 2015, soit une amélioration de 12,5 millions d'euros, ou 67,7%. Cette amélioration reflète principalement une moindre dégradation du BFR et d'une diminution de l'impôt versé.

Le Flux net de trésorerie provenant des activités d'investissement s'élève à un décaissement de 45,2 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre un encaissement de 282,5 millions d'euros au 30 septembre 2015, soit dégradation, de 327,7 millions d'euros. Cette évolution reflète l'encaissement en avril 2015 du prix de cession de la division *CRM et données stratégiques* à IMS Health.

Le Flux net de trésorerie provenant des activités de financement s'élève à un décaissement de 204,0 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre un décaissement de 186,7 millions d'euros au 30 septembre 2015. Cette évolution résulte principalement du remboursement par anticipation de l'emprunt obligataire 2020 et du paiement de la prime de remboursement anticipé compensé par le tirage de 169,0 millions d'euros sur la facilité de crédit revolver de 200 millions d'euros.

Le Besoin en fonds de roulement fluctue sous l'influence de plusieurs facteurs, notamment des variations saisonnières et de l'efficacité dans le recouvrement des créances. Historiquement, Cegedim a financé son besoin en fonds de roulement grâce à sa trésorerie, au crédit revolving et à des facilités de découvert.

La variation du besoin en fonds de roulement s'établit en un besoin de 9,8 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre un besoin de 23,1 millions d'euros douze mois plus tôt. Il est à noter que l'accroissement du besoin en fonds de roulement a eu lieu au premier trimestre 2016 principalement à la suite de l'arrêt du programme l'affacturage, entre mars et septembre 2016 l'amélioration a été de 1,8 million d'euros.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

En millions d'euros	30.09.2016	30.09.2015
R&D immobilisée	-29,8	-19,7
Investissement de maintenance	-13,9	-9,8
Acquisition / Cession	-1,4	319,4
Investissement activités non poursuivis	0,0	-7,5
Total dépenses d'investissement	-45,2	282,4

Les dépenses d'investissement ont été relativement stables d'une année sur l'autre hors impact des acquisitions et des cessions. Historiquement, il s'agit principalement des coûts de R&D, des investissements de maintenance et des acquisitions/cessions. Il n'existe pas d'engagements de dépenses d'investissement. La flexibilité est maintenue afin d'ajuster, de temps à autre, le niveau des dépenses d'investissement en fonction des besoins de l'activité de Cegedim.

Au 30 septembre 2016, les dépenses d'investissement se sont établies à 45,2 millions d'euros. Ces dépenses d'investissement se répartissent en 29,8 millions d'euros de R&D immobilisées, 1,4 million d'euros en paiement de complément de prix et 13,9 millions d'euros d'investissement de maintenance. Il n'y a pas eu d'acquisition ou de cession au cours du premier semestre 2016. Ces dépenses représentent 14,2% du chiffre d'affaires Groupe des neuf premiers mois de 2016.

Les frais liés au personnel de Recherche et Développement représentent la majorité du total des dépenses de R&D et environ 10,5% du chiffre d'affaires Groupe des douze derniers mois. Ce pourcentage, tout en ne constituant pas un objectif, est en hausse par rapport aux années précédentes. Environ la moitié des dépenses de R&D est immobilisée selon les normes IAS 38, qui stipulent (i) que l'immobilisation incorporelle doit être clairement identifiée et que les coûts associés doivent être séparables et évalués de façon fiable, (ii) que la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle doit être démontrée et (iii) que la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables doit être démontrée.

Au 30 septembre 2016, 29,8 millions d'euros de coûts de R&D ont été capitalisés en progression de 10,2 millions d'euros par rapport au 30 septembre 2015. Ce montant vient en moins des frais de personnels et des charges externes. Le restant des dépenses de R&D est enregistré en charges au titre de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les variations de trésorerie issues des opérations d'exploitation, d'investissement et de financement se traduisent par une variation négative de la trésorerie de 218,1 millions d'euros à fin septembre 2016 incluant 1,0 million d'euros d'incidence négative des variations de cours des devises.

2.5.7 Activités cédées ou visant à être cédées

Le fonds de commerce *Kadrigé* a été classé en activité visant à être cédée en 2016. En 2015, la division *CRM et données stratégique* avait été classée en activité visant à être cédée.

Le chiffre d'affaires s'établit à 1,5 million d'euros au 30 septembre 2016. L'EBIT avant éléments exceptionnels s'élève en une perte de 1,2 million d'euros au 30 septembre 2016.

Le résultat net des activités destinées à être cédées s'établit en perte de 1,2 million d'euros au 30 septembre 2016.

2.6 Perspectives

Cegedim maintient, malgré un environnement économique incertain et un contexte géopolitique difficile, son objectif d'EBITDA et revois en hausse celui de son chiffre d'affaire. Cegedim anticipe pour 2016 :

- Une croissance en organique de son chiffre d'affaires des activités poursuivies d'au moins 3%.
- Un EBITDA en retrait de 10 millions d'euros par rapport à 2015. Cependant, la signature de contrat de BPO pourrait avoir un impact sur la profitabilité du Groupe au quatrième trimestre 2016 puisque le chiffre d'affaires ne sera reconnu qu'en 2017.

Cegedim devrait commencer à bénéficier des effets positifs de ses investissements, réorganisations et transformations en 2017, avec un effet plein en 2018.

En 2016, le Groupe a réalisé l'acquisition de la société Futuramedia et n'anticipe pas d'acquisitions significatives. Enfin le Groupe ne communique pas de prévisions ni d'estimations du bénéfice.

Impact potentiel du « Brexit »

En 2015, le Royaume-Uni contribuait à hauteur de 15,1% au chiffre d'affaires consolidé du Groupe et de 19,2% à l'EBIT consolidé du Groupe.

Cegedim opère au Royaume-Uni en monnaie locale, comme dans tous les pays où le Groupe est présent. Ainsi, l'impact sur la marge d'EBIT consolidée du Groupe devrait être non significatif.

En termes de politique de santé, le Groupe n'a pas identifié de programme européen majeur et considère que la politique de santé conduite au Royaume-Uni ne sera que marginalement impactée par le Brexit.

Publication trimestrielle

A partir de 2017, Cegedim envisage de publier uniquement les résultats annuels et semestriels. Le chiffre d'affaires continuerait à être publié en trimestriel.

Les données figurant ci-dessus comprennent des indications sur les objectifs de performances financières à venir de Cegedim. Ces informations, de nature prospective, se fondent sur les opinions et hypothèses des dirigeants du Groupe à la date du présent communiqué et impliquent des risques et incertitudes. Pour plus d'informations sur les risques affectant Cegedim, le lecteur est prié de se reporter aux points 2.4 « Risques » 3.7 « Perspectives » du Document de Référence 2015 déposé auprès de l'AMF le 31 mars 2016 ainsi qu'au point 2.4 « Facteurs de risques » du Rapport Financier Intermédiaire des neuf premiers mois de 2016.

3

Comptes consolidés condensés

3.1 Bilan consolidé	36	3.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés	41
3.2 Compte de résultat consolidé	38	3.6 Notes annexes aux états financiers consolidés	42
3.3 Etat du résultat global consolidé	39		
3.4 Tableau des variations des capitaux propres consolidés	40		

3.1 Bilan consolidé

3.1.1 Bilan consolidé actif

<i>En milliers euros</i>	Note	30.09.2016 Net	31.12.2015 Net ⁽¹⁾
Ecarts d'Acquisition	6.1	183 814	188 548
Frais de développement		38 719	16 923
Autres immobilisations incorporelles		96 157	108 166
Immobilisations Incorporelles		134 876	125 089
Terrains		459	459
Constructions		4 824	5 021
Autres immobilisations corporelles		20 123	16 574
Immobilisations en cours		684	51
Immobilisations corporelles		26 090	22 107
Titre de participation		1 098	1 098
Prêts		3 138	3 146
Autres immobilisations financières		5 719	5 730
Immobilisations financières hors titres des sociétés mises en équivalence		9 956	9 973
Titres des sociétés mises en équivalence	2.2	9 780	10 105
Etat – Impôt différé	8.1	29 672	28 722
Créances clients : part à plus d'un an	4.3	26 916	26 544
Autres créances : part à plus d'un an		407	1 132
Actif non courant		421 511	412 219
En cours de services		-	-
Marchandises		10 429	8 978
Avances, acomptes sur commandes		1 012	218
Créances client : part à moins d'un an	4.5	155 039	161 923
Autres créances : part à moins d'un an		48 929	32 209
Equivalents de trésorerie		8 000	153 001
Trésorerie		1 142	78 298
Charge constatées d'avance		13 023	16 666
Actif courant		237 575	451 293
Actif des activités destinées à être cédées		840	768
TOTAL Actif		659 925	864 280

(1) Retraité voir note 1.1

3.1.2 Bilan consolidé passif et capitaux propres

<i>En milliers euros</i>	Note	30.09.2016	31.12.2015 ⁽¹⁾
Capital social		13 337	13 337
Réserve Groupe		202 113	139 287
Ecart de conversion Groupe		-3 283	8 469
Résultat Groupe		-16 782	66 957
Capitaux propres part du Groupe		195 384	228 051
Intérêts minoritaires (réserves)		9	39
Intérêts minoritaires (résultat)		10	41
Intérêts minoritaires		19	79
Capitaux propres		195 403	228 130
Dettes financières	7.1	220 518	51 723
Instruments financiers		2 517	3 877
Impôts différés passifs	8.1	6 131	6 731
Provisions		26 064	19 307
Autres passifs	4.4	13 208	14 376
Passif non courant		268 439	96 014
Dettes financières	7.1	4 242	347 213
Instruments financiers		5	5
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		49 858	54 470
Dettes fiscales et sociales		60 623	70 632
Provisions		2 930	2 333
Autres passifs	4.4	77 457	61 657
Passif courant		195 116	536 311
Passifs des activités destinées à être cédées		968	3 823
TOTAL Passif		659 925	864 280

(1) Retraité voir note 1.1

3.2 Compte de résultat consolidé

En milliers euros	Note	30.09.2016	30.09.2015 ⁽¹⁾	Variation
Chiffre d'affaires		318 345	306 889	3,7%
Autres produits de l'activité		-	-	-
Achats consommés		-24 704	-26 600	-6,0%
Charges externes		-93 962	-81 696	14,6%
Impôts et taxes		-5 469	-7 858	-30,4%
Frais de personnel	5.1	-150 447	-136 258	10,4%
Dotations et reprises aux provisions		-2 952	-2 739	7,8%
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation		-249	555	-144,9%
EBITDA		40 562	52 294	-22,4%
Dotation aux amortissements		-25 295	-22 444	12,7%
Résultat opérationnel courant		15 267	29 850	-48,9%
Dépréciation écarts d'acquisition		-	-	-
Produits et charges non récurrents		-5 717	-5 003	14,3%
Autres produits et charges opérationnels non courants	4.1	-5 517	-5 003	14,3%
Résultat opérationnel		9 550	24 847	-61,6%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1 056	1 202	-12,2%
Coût de l'endettement financier brut		-27 215	-32 775	-17,0%
Autres produits et charges financiers		914	-1 153	179,3%
Coût de l'endettement financier net	7.2	-25 245	-32 726	-22,9%
Impôts sur les bénéfices		-579	-2 134	-72,9%
Impôts différés		-867	-394	120,0%
Total d'impôts	8.1	-1 446	-2 528	-42,8%
Quote-part du Résultat net des sociétés mises en équivalence		1 613	1 428	12,9%
Résultat net des activités poursuivies		-15 528	-8 979	-72,9%
Résultat net des activités cédées	3.3	-1 244	32 186	n.m.
Résultat net consolidé		-16 772	23 207	n.m.
Part du groupe	A	-16 782	23 217	n.m.
Intérêts minoritaires		10	-10	n.m.
Nombre moyen d'actions hors autocontrôle	B	13 955 230	13 934 479	-
Résultat courant par action (en euros)		-0,7	-0,3	n.m.
Résultat par action (en euros)	A/B	-1,2	1,7	n.m.
Instruments dilutifs		Néant	Néant	n.m.
Résultat dilué par action (en euro)		-1,2	1,7	n.m.

(1) Retraité voir note 1.1

3.3 Etat du résultat global consolidé

<i>En milliers euros</i>	Note	30.09.2016	30.09.2015 ⁽¹⁾	Variation
Résultat net consolidé		-16 772	23 207	n.m.
Autres éléments du résultat global				
Ecart de conversion		-11 736	-55 847	n.m.
Actions gratuites		-37	-957	n.m.
Couverture instruments financiers (net d'impôt)		238	267	n.m.
Couverture d'investissements nets		-	-	-
Ecart actuariel afférent aux provisions pour retraite		-4 125	-386	n.m.
Eléments comptabilisés en capitaux propres net d'impôts		-15 660	-56 923	n.m.
Résultat global total		-32 432	-33 716	n.m.
Part des minoritaires		26	-12	n.m.
Part du Groupe		-32 458	-33 704	n.m.

(1) Retraité voir note 1.1

3.4 Tableau des variations des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Ecarts de conversion	Total part Groupe	Minoritaires	Total
Solde au 01.01.2014 corrigé	13 337	185 561	154 533	-9 234	344 198	376	-344 574
Résultat de la période			-199 724		-199 724	24	-199 700
Résultat enregistrés directement en capitaux propres					0		0
• Opérations sur titres			-389		-389		-389
• Couverture instruments financiers			-587		-587		-587
• Couverture d'investissements nets					0		0
• Ecarts de conversion				72 760	72 760		72 760
• Ecarts actuariels afférents aux prov. pour retraites			-24		-24		-24
Résultat global de la période			-200 724	72 760	-127 964	24	-127 940
Transactions avec les actionnaires							
• Opération sur capital						-53	-53
• Distribution de dividendes (1)						-74	-74
• Actions propres			650		650		650
Total des transactions avec les actionnaires			650	-	650	-127	523
Autre variations		-2 606	2 380		-226		-226
Variations de périmètre			-5	51	46	-131	-85
Solde au 31.12.2014	13 337	182 955	-43 166	63 578	216 704	142	216 846
Résultat de la période			66 957		66 957	41	66 998
Résultat enregistrés directement en capitaux propres					0		0
• Opérations sur titres			-904		-904		-904
• Couverture instruments financiers			754		754		754
• Couverture d'investissements nets					0		0
• Ecarts de conversion				-55 108	-55 108		-55 108
• Ecarts actuariels afférents aux prov. pour retraites			438		438		438
Résultat global de la période			67 246	-55 108	12 138	41	12 179
Transactions avec les actionnaires							
• Opération sur capital						-33	-33
• Distribution de dividendes (1)						-70	-70
• Actions propres			-707		-707		-707
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	-707	0	-707	-103	-810
Autre variations		-182 955	182 871		-84		-84
Variations de périmètre					0		0
Solde au 31.12.2015	13 337	0	206 244	8 469	228 051	80	228 131
Résultat de la période			-16 782		-16 782	10	-16 772
Résultat enregistrés directement en capitaux propres					0		0
• Opérations sur titres			-37		-37		-37
• Couverture instruments financiers			238		238		238
• Couverture d'investissements nets					0		0
• Ecarts de conversion				-11 752	-11 752	17	-11 736
• Ecarts actuariels afférents aux prov. pour retraites			-4 125		-4 125		-4 125
Résultat global de la période			-20 706	-11 752	-32 458	26	-32 432
Transactions avec les actionnaires							
• Opération sur capital							
• Distribution de dividendes (1)						-87	-87
• Actions propres			598		598		598
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	598	0	598	-87	511
Autre variations			-807		-807		-807
Variations de périmètre					0		0
Solde au 30.09.2016	13 337	0	185 330	-3 283	195 384	19	195 403

(1) Le montant total des dividendes est distribué au titre d'action ordinaire. Il n'existe pas d'autre catégorie d'actions. Il n'y a pas eu d'émission, de rachat ou de remboursement de titres de capitaux sur les années 2014 à 2016 hormis les actions achetées dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites.

3.5 Tableau de flux de trésorerie consolidés

<i>En milliers euros</i>	Note	30.09.2016	31.12.2015	30.09.2015 ⁽¹⁾
Résultat net consolidé		-16 772	66 998	23 207
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-1 613	-1 348	-1 470
Dotations aux amortissements et provisions		36 395	31 546	22 929
Plus ou moins-values de cession		-86	-46 857	-30 687
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		17 925	50 339	13 979
Coût de l'endettement financier net		25 262	40 120	31 758
Charges d'impôt		1 448	-14 431	5 744
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		44 636	76 028	51 481
Impôt versé		-3 743	-12 127	-9 877
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité : Besoin ⁽²⁾		-9 849	-24 072	-23 097
Flux de trésorerie générés par l'activité après impôt versé et variation du besoin en fond de roulement	A	31 044	39 829	18 507
<i>Dont flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies</i>		2 019	6 419	5 177
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-33 667	-51 229	-30 381
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-10 496	-10 231	-9 731
Acquisitions d'immobilisations financières		-	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		699	1 416	1 532
Cessions d'immobilisations financières		-265	927	1 604
Incidence des variations de périmètre		-1 448	336 347	319 370
Dividendes reçus hors groupe		-	81	81
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	B	-45 177	277 311	282 475
<i>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</i>		-13	-7 482	-7 482
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-87	-69	-69
Augmentation de capital en numéraire		-	-	-
Émissions d'emprunts		169 000	-	-
Remboursements d'emprunts		-340 259	-147 563	-144 457
Intérêts versés sur emprunts		-31 630	-42 681	-41 530
Autres produits et charges financiers versés ou reçus		-995	-1 130	-643
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	C	-203 971	-191 443	-186 699
<i>Dont flux nets de trésorerie liée aux opérations de financement des activités non poursuivies</i>		-16	-852	-850
Variation de trésorerie hors effet devises	A+B+C	-218 104	125 698	114 283
Incidence des variations de cours des devises		-954	2 707	2 850
Variation de trésorerie		-219 057	128 405	117 133
Trésorerie nette d'ouverture		228 120	99 715	99 715
Trésorerie nette de clôture		9 062	228 120	216 848

⁽¹⁾ retraité voir note 1.1

⁽²⁾ La variation du BFR a été impactée par l'arrêt de l'affacturage ainsi que la cession de l'activité CRM et données stratégiques à IMS Health le 1^{er} avril 2015

3.6 Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 1	Principes Comptables	43	Note 6	Immobilisations incorporelles	56
Note 2	Périmètre de consolidation	46	6.1	Ecarts d'acquisition	56
2.1	Tableau de variation de périmètre	46	Note 7	Financement et instruments financiers	57
2.2	Titre mis en équivalence	46	7.1	Endettement financier net	57
Note 3	Information sectorielle	47	7.2	Coût de l'endettement net	61
3.1	Information sectorielle 9M 2016	47	Note 8	Impôts	61
3.2	Information sectorielle 9M 2015	49	8.1	Impôt différé	61
3.3	Actifs détenus en vue de la vente, activités non poursuivies ou cédées	53	Note 9	Capitaux propres et résultats par actions	64
Note 4	Données opérationnelles	54	9.1	Capital	64
4.1	Autres produits et charges opérationnels non courants	54	9.4	Actions propres	64
4.2	Production immobilisée	54	Note 10	Autres informations	65
4.3	Créances clients	55	10.1	Saisonnalité	65
4.4	Autres passifs	55	10.2	Faits marquants de l'exercice	65
Note 5	Charges et avantages au personnel	56	10.3	Evénements post-clôture	66
5.1	Frais de personnel	56	10.4	Engagements hors bilan	66
5.2	Effectifs	56	Note 11	Méthodes comptables	67

Note 1 Principes Comptables

Les comptes consolidés du Groupe au 30 septembre 2016 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires condensés, et n'incluent pas l'intégralité des informations nécessaires aux états financiers annuels. Les états financiers consolidés au 30 septembre 2016 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2015.

Les principes comptables applicables par le Groupe pour établir les comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2016, sont identiques à ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2015 et sont conformes aux normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Ces principes comptables sont décrits dans le paragraphe « Principes Comptables » des comptes consolidés du document de référence 2015.

Les états financiers consolidés condensés ont été revus par le Conseil d'Administration de Cegedim SA du 29 novembre 2016. Ils ont fait l'objet d'un examen par le Comité d'Audit du 25 novembre 2016.

1.1 Réconciliation entre les comptes 2015 publiés et ceux présentés en comparatif

CORRECTION DU TRAITEMENT COMPTABLE DES ACTIVITES DE LOCATION DANS LES COMPTES CONSOLIDES DE CEGEDIM

Cegelease est une filiale à 100% de Cegedim qui propose depuis 2001 des offres de location au travers de contrats principalement destinés aux officines pharmaceutiques et aux professionnels de santé en France.

A l'origine, ces solutions de location s'adressaient aux pharmaciens clients du Groupe Cegedim qui souhaitaient louer, plutôt qu'acheter comptant, leurs logiciels de gestion d'officine.

Au fil du temps, l'activité de la société Cegelease a évolué, passant de revendeur exclusif des produits développés par le Groupe, à broker de contrats de location multi-solutions (concernant des produits du Groupe mais aussi de sociétés tierces) et multi-clients (certains clients n'étant pas communs à d'autres filiales du Groupe).

Cette évolution s'est traduite par la correction du traitement comptable des activités de location dans les comptes consolidés de Cegedim lors de la publication comptes 2015 publié le 23 mars 2016.

Cette correction est décrite dans la Note 1 « Principe comptable » du Chapitre 4.6 aux pages 89 à 94 du *Document de Référence 2015* déposé auprès de l'AMF le 31 mars 2016.

Chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2015 par division

En millions d'euros	30.09.2015 publié	Impact IFRS 5 Cegedim Kadrigé	Correction contrats location	Regroupement de division	30.09.2015 retraité
		(1)	(2)	(3)	
Assurance santé, RH et e-services	167,5	-1,3	-	-	166,2
Professionnels de santé	113,0	-	-	24,9	137,9
Cegelease	83,3	-	-58,4	-24,9	-
Activités non réparties	2,8	-	-	-	2,8
Groupe Cegedim	366,6	-1,3	-58,4	0	306,9

(1) Le Groupe Cegedim a décidé de céder la société Cegedim Kadrigé et fait donc apparaître l'incidence de cette activité dans des postes séparés du compte de résultat et du bilan consolidés, conformément à la norme IFRS 5.

(2) La correction du traitement comptable des contrats portés, ainsi que des contrats cédés avec mandat de gestion et des contrats adossés, impacte négativement le chiffre d'affaires consolidé du 30 septembre 2015 précédemment publié de 58,4 M€.

(3) Les activités de location représentant moins de 10% du chiffre d'affaires et de l'EBITDA du Groupe, le reporting interne du Groupe ne suit plus ces activités de façon séparée. Elles sont classées au sein du secteur « Professionnels de santé », comme c'était le cas à la clôture annuelle 2014.

Compte de résultat des neuf premiers mois de 2015

<i>En milliers euros</i>	30.09.2015 ⁽¹⁾	Correction contrats location	30.09.2015 pour comparatif
Chiffre d'affaires	365 270	-58 381	306 889
Autres produits de l'activité	-	-	-
Achats consommés	-64 883	38 284	-26 600
Charges externes	-92 014	10 318	-81 696
Impôts et taxes	-7 858	-	-7 858
Frais de personnel	-136 258	-	-136 258
Dotations et reprises aux provisions	-2 739	-	-2 739
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	555	-	555
EBITDA	62 073	-9 780	52 294
Dotation aux amortissements	-32 047	9 603	-22 444
Résultat opérationnel courant	30 026	-176	29 850
Dépréciation écarts d'acquisition	-	-	-
Produits et charges non récurrents	-5 003	-	-5 003
Autres produits et charges opérationnels non courants	-5 003	-	-5 003
Résultat opérationnel	25 024	-176	24 847
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1 202	-	1 202
Coût de l'endettement financier brut	-32 775	-	-32 775
Autres produits et charges financiers	-1 153	-	-1 153
Coût de l'endettement financier net	-32 726	-	-32 726
Impôts sur les bénéfices	-2 134	-	-2 134
Impôts différés	-461	67	-394
Total d'impôts	-2 595	67	-2 528
Quote-part du Résultat net des sociétés mises en équivalence	1 428	-	1 428
Résultat net des activités poursuivies	-8 869	-109	-8 979
Résultat net des activités cédées	32 185	-	32 186
Résultat net consolidé	23 316	-109	23 207
Part du groupe	23 326	-109	23 217
Intérêts minoritaires	-10	-	-10

(1) retraité de l'impact IFRS 5 de Cegedim Kadrige..

Tableau de flux de trésorerie des neuf premiers mois de 2015

<i>En milliers euros</i>	30.09.2015 ⁽¹⁾	Correction contrats location	30.09.2015 pour comparatif
Résultat net consolidé	23 316	-109	23 207
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-1 470	-	-1 470
Dotations aux amortissements et provisions	32 532	-9 603	22 929
Plus ou moins-values de cession	-30 687	-	-30 687
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	23 691	-9 712	13 979
Coût de l'endettement financier net	31 758	-	31 758
Charges d'impôt	5 811	-67	5 744
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	61 260	-9 779	51 481
Impôt versé	-9 877	-	-9 877
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité : Besoin	-21 370	-1 727	-23 097
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité : Dégagement			
Flux de trésorerie générés par l'activité après impôt versé et variation du besoin en fond de roulement	30 013	-11 506	18 507
<i>Dont flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies</i>	<i>5 177</i>	<i>-</i>	<i>5 177</i>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-30 615	234	-30 381
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-21 003	11 272	-9 731
Acquisitions d'immobilisations financières	-	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 532	-	1 532
Cessions d'immobilisations financières	1 604	-	1 604
Incidence des variations de périmètre	319 370	-	319 370
Dividendes reçus hors groupe	81	-	81
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	270 969	11 506	282 475
<i>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</i>	<i>-7 482</i>	<i>-</i>	<i>-7 482</i>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-69	-	-69
Augmentation de capital en numéraire	-	-	-
Émissions d'emprunts	-	-	-
Remboursements d'emprunts	-144 457	-	-144 457
Intérêts versés sur emprunts	-41 530	-	-41 530
Autres produits et charges financiers versés ou reçus	-643	-	-643
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-186 699	-	-186 699
<i>Dont flux nets de trésorerie liée aux opérations de financement des activités non poursuivies</i>	<i>-850</i>	<i>-</i>	<i>-850</i>
Variation de trésorerie hors effet devises	114 283	-	114 283
Incidence des variations de cours des devises	2 850	-	2 850
Variation de trésorerie	117 133	-	117 133
Trésorerie nette d'ouverture	99 715	-	99 715
Trésorerie nette de clôture	216 848	-	216 848

(1)retraité de l'impact IFRS 5 de Cegedim Kadrigé .

Note 2 Périmètre de consolidation

2.1 Tableau de variation de périmètre

2.1.1 ENTREPRISES ENTRANTES DANS LE PERIMETRE

Entreprises concernées	% de détention à la clôture	% de détention de l'exercice	% de détention exercice précédent	Méthode de conso. de l'exercice	Méthode de conso. de l'exercice précédent	Observations
CHS Russie	100,00%	100,00%	-	IG	-	Création
CHS Ukraine	100,00%	100,00%	-	IG	-	Création

2.1.2 ENTREPRISES SORTANTES DU PERIMETRE

Entreprises concernées	% de détention à la clôture	% de détention de l'exercice	% de détention exercice précédent	Méthode de conso. de l'exercice	Méthode de conso. de l'exercice précédent	Observations
PGI	-	-	100,00%	-	IG	TUP de PGI dans Alliadis

2.2 Titres mis en équivalence

2.2.1 VALEUR DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE

Entité	%intérêt 31.12.2015	Résultat 31.12.2015	QP résultat 31.12.2015	Situation nette 31.12.2015	QP situation nette total 31.12.2015	Ecarts d'acquisition	Provision risque	Valeur nette des titres ME au 31.12.2015
Edipharm	20,00%	284	57	354	71	-	-	71
Infodisk	34,00%	-8	-3	-63	-22	-	-	-22
Millennium	49,22%	2 663	1 311	14 643	7 207	2 859	-	10 066
Tech Care Solutions	50,00%	-117	-58	-35	-17	-	-	-17
Galaxy Santé	49,00%	-1	0	16	8	-	-	8
Total		2 822	1 306	286	47	2 859	0	10 105

Entité	%intérêt 30.09.2016	Résultat 30.09.2016	QP résultat 30.09.2016	Situation nette 30.09.2016	QP situation nette total 30.09.2016	Ecarts d'acquisition	Provision risque	Valeur nette des titres ME au 30.09.2016
Edipharm	20,00%	216	43	285	57	-	-	57
Infodisk	34,00%	-196	-67	-260	-88	-	88	-
Millennium	49,22%	3 241	1 595	13 884	6 834	2 859	-	9 692
Tech Care Solutions	50,00%	84	42	50	25	-	-	25
Galaxy Santé	49,00%	-2	-1	13	7	-	-	7
Total		3 342	1 613	13 973	6 834	2 859	88	9 780

2.2.2 VARIATION DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE

La variation des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	
Titres mis en équivalence au 01.01.2016	10 105
Distribution dividendes	-2 026
Augmentation de capital	-
Quote-part résultat au 30.06.2016	1 613
Provision pour risque	88
Entrée de périmètre	-
Total	9 780

Note 3 Information sectorielle

3.1 Information sectorielle des neuf premiers mois de 2016

Les activités du Groupe Cegedim sont réparties au sein de 2 divisions opérationnelles, qui ont été légèrement remaniées à la suite de la cession de la division *CRM et données stratégiques* à IMS Health effective au 1^{er} avril 2015. L'information sectorielle publiée à compter du 1^{er} trimestre 2015 suit le découpage de ces nouvelles divisions, qui sont le reflet du reporting interne.

Le Groupe a, ponctuellement en 2015, fait apparaître les activités Cegelease au sein d'une division distincte. Ce découpage n'est plus d'actualité et la présentation retenue depuis la clôture 2015 est identique à celle qui prévalait au 31 décembre 2014, avec les activités *Cegelease* incluses dans la division *Professionnels de santé*.

3.1.1 ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT AU 30 SEPTEMBRE 2016

<i>En milliers d'euros</i>		Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.09.2016	Activités destinées à être cédées	Retraitem ents IFRS 5	Total 30.09.2016	Total France	Total Reste du monde
Produits sectoriels										
A	Ventes HG	185 182	130 822	2 341	318 345	1 543	-	319 888	257 306	62 582
B	Ventes aux autres secteurs du Groupe	2 443	2 806	26 910	32 159	-	-	32 159	30 700	1 459
A+B	CA total secteur	187 624	133 628	29 252	350 504	1 543	-	352 047	288 006	64 041
Résultat sectoriel										
C	Résultat opérationnel courant	15 367	2 313	-2 413	15 267	-1 224	-	14 043		
D	EBITDA courant	26 793	12 145	1 623	40 562	-1 224	-	39 338		
C/A	Marge opérationnelle courante	8,3%	1,8%	-103,0%	4,8%	-79,4%	-	4,4%		
D/A	Marge EBITDA courante	14,5%	9,3%	69,3%	12,7%	-79,4%	-	12,3%		
	Dotation aux amortissements	11 427	9 832	4 036	25 295	-	-	25 295		

3.1.2 REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2016

En milliers d'euros		France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Reste du monde	30.09.2016
Activités poursuivies	Répartition géographique	255 763	3 781	43 869	14 932	318 345
	%	80%	1%	14%	5%	100%
Activités destinées à être cédées	Répartition géographique	1 543	-	-	-	1 543
	%	100%	-	-	-	100%
Total	Répartition géographique	257 306	3 781	43 869	14 932	319 888
	%	80%	1%	14%	5%	100%

3.1.3 ELEMENTS DU BILAN AU 30 SEPTEMBRE 2016

En milliers d'euros	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.09.2016	Activités destinées à être cédées	Total 30.09.2016	Total France	Total reste du monde
Actif sectoriels								
Ecart d'acquisition (Note 6.1)	56 961	126 853	-	183 814	-	183 814	102 965	80 849
Immobilisations incorporelles	52 343	77 573	4 960	134 876	-	134 876	71 487	63 390
Immobilisations corporelles	6 757	8 976	10 358	26 090	17	26 108	19 617	6 491
Titres mis équivalence	81	9 699	-	9 780	-	9 780	63	9 717
Total net	116 143	223 100	15 318	354 561	17	354 578	194 131	160 447
Investissements de l'exercice (en valeurs brutes)								
Ecart d'acquisition (Note 6.1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	13 012	18 573	2 081	33 667	-	33 667	19 063	14 604
Immobilisations corporelles	3 880	2 555	4 044	10 479	17	10 496	7 805	2 691
Titres mis équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-
Total brut	16 892	21 129	6 125	44 146	17	44 163	26 867	17 296
Passifs sectoriels (1)								
Passifs non courants								
Provisions	15 227	9 785	1 052	26 064	215	26 279	26 252	26
Autres passifs	-	13 208	-	13 208	-	13 208	13 208	-
Passifs courants								
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 855	21 637	2 366	49 858	141	49 999	37 060	12 938
Dettes fiscales et sociales	42 907	15 659	2 057	60 623	603	61 226	55 909	5 317
Provisions	1 357	1 573	-	2 930	-	2 930	2 930	-
Autres passifs	38 814	38 359	285	77 457	8	77 465	68 777	8 688

(1) La contribution de la société Cegedim SA dans les passifs reste affectée par défaut dans le secteur Assurance santé, RH & e-services, sans éclatement sectoriel.

3.2 Information sectorielle des neuf premiers mois de 2015

Des modifications de présentation ont été apportées aux comptes IFRS au 30 septembre 2015, initialement publiés le 26 novembre 2015, à la suite de la réorganisation des divisions en fonction du nouveau reporting interne et de la correction du traitement comptable des activités de location dans les comptes consolidés de Cegedim. Ces modifications ont été intégrées à chaque poste de chaque secteur au 30 septembre 2015 présenté ci-dessous, pour les montants suivants :

3.2.1 ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT AU 30 SEPTEMBRE 2015

En milliers d'euros	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.09.2015	Activités cédées	Retraitements IFRS 5	Total 30.09.2015	Total France	Total Reste du monde
Produits sectoriels									
Ventes HG (sauf CA vers activités cédées)	166 009	136 565	2 278	304 851	104 985	-	409 836	270 198	139 638
CA vers activités cédées	157	1 391	490	2 038	-	-2 038	-	-	-
CA vers les activités poursuivies	-	-	-	-	453	-453	-	-	-
A Ventes HG	166 166	137 956	2 768	306 889	105 438	-2 491	409 836	270 198	139 638
B Ventes entre les activités poursuivies	1 898	2 362	9 086	13 346	-	-	13 346	11 764	1 581
A+B CA total secteur	168 064	140 318	11 854	320 235	105 438	-2 491	423 182	281 962	141 219
Résultat sectoriel									
C Résultat opérationnel courant	17 956	13 337	-1 443	29 850	5 231	-	35 082		
D EBITDA courant	29 894	21 786	614	52 294	5 231	-	57 526		
C / A D / A	Marge opérationnelle courante	10,8%	9,7%	-52,1%	9,7%	5,0%	-	8,6%	
	Marge EBITDA courante	18,0%	15,8%	22,2%	17,0%	5,0%	-	14,0%	
Dotations aux amortissements sectoriels									
Dotation aux amortissements	11 938	8 450	2 057	22 444	-	-	22 444		

3.2.2 REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2015

En milliers d'euros		France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Reste du monde	30.09.2015
Activités poursuivies	Répartition géographique	242 306	4 457	46 972	13 153	306 889
	%	79%	1%	15%	4%	100%
Activités cédées	Répartition géographique	27 891	19 204	5 354	50 497	102 946
	%	27%	19%	5%	49%	100%
Total	Répartition géographique	270 198	23 661	52 326	63 650	409 836
	%	66%	6%	13%	16%	100%

3.2.3 ELEMENTS DU BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

En milliers d'euros	CRM et données stratégiques non apportées	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Activités non réparties	Activités poursuivies 31.12.2015	Activités destinées à être cédées	Total 31.12.2015	Total France	Total reste du monde
Actif sectoriels									
Ecart d'acquisition (Note 6.1)	-	57 926	130 622	0	188 548	-	188 548	102 965	85 583
Immobilisations incorporelles	-	49 410	72 345	3 333	125 089	-	125 089	66 818	58 271
Immobilisations corporelles	-	5 588	9 039	7 480	22 107	-	22 107	15 704	6 403
Titres mis équivalence (Note 2.4)	-	53	10 052	-	10 105	-	10 105	56	10 049
Total net	-	112 977	222 058	10 814	345 849	-	345 849	185 543	160 306
Investissements de l'exercice (en valeurs brutes)									
Ecart d'acquisition (Note 6.1)	-	7 670	4 038	-	11 709	-	11 709	-	11 709
Immobilisations incorporelles	-	15 117	22 085	1 741	38 943	-	38 943	22 434	16 509
Immobilisations corporelles	-	3 023	3 651	3 117	9 791	-	9 791	6 301	3 490
Titres mis équivalence (Note 2.4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total brut	-	25 811	29 774	4 858	60 443	-	60 443	28 735	31 708
Passifs sectoriels (1)									
Passifs non courants									
Provisions	-	11 612	7 290	405	19 307	193	19 500	19 474	27
Autres passifs	-	1 466	12 910	-	14 376	-	14 376	14 376	-
Passifs courants									
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	27 439	23 893	3 139	54 470	132	54 603	40 426	14 176
Dettes fiscales et sociales	-	49 232	19 560	1 840	70 632	318	70 950	63 150	7 801
Provisions	-	1 261	1 073	-	2 333	-	2 333	2 333	-
Autres passifs	-	23 297	37 971	390	61 657	2	61 660	50 650	11 009

(1) La contribution de la société Cegedim SA dans les passifs reste affectée par défaut dans le secteur Assurance santé, RH & e-services, sans éclatement sectoriel.

Des modifications de présentation ont été apportées aux comptes IFRS au 30 septembre 2015, initialement publiés le 26 novembre 2015, à la suite de la réorganisation des divisions en fonction du nouveau reporting interne et de la correction du traitement comptable des activités de location dans les comptes consolidés de Cegedim. Ces modifications ont été intégrées à chaque poste de chaque secteur au 30 septembre 2015 présenté ci-dessous, pour les montants suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Assurance santé, RH, e-services	Professionn els de santé	Cegelease	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.09.2015	Activités destinées à être cédées	Retraitement IFRS	Total 530.09.2015
Produits sectoriels								
Ventes HG (sauf CA vers activités cédées) publié	167 305	111 947	82 999	2 278	364 528	103 688	-	468 216
Regroupement de division	-	82 999	-82 999	-	-	-	-	-
Impact IFRS 5 Cegedim Kadrigé	-1 296	-	-	-	-1 296	1 296	-	-
Correction contrats de location	-	-58 381	-	-	-58 381	-	-	-58 381
Ventes HG (sauf CA vers activités cédées) 30.09.2015	166 009	136 565	-	2 278	304 851	104 985	-	409 836
CA vers activités cédées publié	157	1 048	343	490	2 038	-	-2 038	-
Regroupement de division	-	343	-343	-	-	-	-	-
CA vers activités cédées 30.09.2015	157	1 391	-	490	2 038	-	-2 038	-
CA vers les activités poursuivies publié	-	-	-	-	-	457	-457	-
Impact IFRS 5 Cegedim Kadrigé	-	-	-	-	-	-4	4	-
CA vers activités les activités poursuivies 30.09.2015	-	-	-	-	-	453	-453	-
Ventes hors Groupe								
Ventes entre les activités poursuivies publié	1 898	19 544	1 704	9 085	32 231	-	-	32 231
Regroupement de division	-	1 704	-1 704	-	-	-	-	-
Correction contrats de location	-	-18 886	-	-	-18 886	-	-	-18 886
Ventes entre les activités poursuivies 30.09.2015	1 898	2 362	-	9 085	13 345	-	-	13 345
CA total du secteur au 30.09.2015	168 064	140 318	-	11 854	320 235	105 438	-2 491	423 182

<i>En milliers d'euros</i>	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Cegelease	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.09.2015	Activités destinées à être cédées	Retraitement IFRS	Total 530.09.2015
Résultat sectoriel								
Résultat opérationnel courant publié	16 178	10 535	2 977	-1 443	28 248	7 009	-	35 257
Regroupement de division	-	2 977	-2 977	-	-	-	-	-
Impact IFRS 5 Cegedim Kadrigé	1 778	-	-	-	1 778	-1 778	-	-
Correction contrats de location	-	-176	-	-	-176	-	-	-176
Résultat opérationnel courant 30/09/2015	17 956	13 337	-	-1 443	29 850	5 231	-	35 082

<i>En milliers d'euros</i>	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Cegelease	Activités non réparties	Activités poursuivies 30.09.2015	Activités destinées à être cédées	Retraitement IFRS	Total 530.09.2015
Dotations aux amortissements sectoriels								
Dotations aux amortissements publiés	11 938	8 365	9 687	2 057	32 047	-	-	32 047
Regroupement de division	-	9 687	-9 687	-	-	-	-	-
Correction contrats de location	-	-9 603	-	-	-9 603	-	-	-9 603
Dotations aux amortissements au 30/09/2015	11 938	8 450	-	2 057	22 444	-	-	22 444

3.3 Actifs détenus en vue de la vente, activités non poursuivies ou cédées

Cegedim a cédé sa division *CRM et données stratégiques* à IMS Health le 1^{er} avril 2015. En mars 2016, Cegedim a décidé de céder l'activité *Cegedim Kadriège*.

ACTIVITES NON POURSUIVIES

Dans le compte de résultat consolidé présenté en comparatif, les résultats des activités cédées ou en cours de cession, ont été reclassés ligne par ligne sur le poste "Résultat net des activités destinées à être cédées" pour décembre 2014 et "Résultat net des activités cédées" pour décembre 2015.

Les principaux indicateurs du compte de résultat consolidé au 30 septembre 2016 et 30 septembre 2015 des activités non poursuivies sont :

<i>En milliers d'euros</i>	30.09.2016	30.09.2015
Chiffre d'affaires	1 543	105 438
Achats consommés	-11	-3 708
Charges externes (1)	-474	-30 058
Impôts et taxes	-58	-1 016
Frais de personnel (1)	-2 194	-62 466
Dotations et reprises aux provisions	-25	-2 172
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	-	-1
Autres produits et charges d'exploitation	-5	-787
EBITDA	-1 224	5 231
Dotations aux amortissements	-	-
Résultat opérationnel courant	-1 224	5 231
Dépréciation écarts d'acquisition	-	-
Produits et charges non récurrents	-	-1 666
Autres produits et charges opérationnels non courants	-	-1 666
Résultat opérationnel	-1 224	3 565
Coût de l'endettement financier net	-17	655
Résultat de cession	-	31 139
Impôts sur les bénéfices	-	-3 801
Impôts différés sur les bénéfices	-2	585
Quote-part du Résultat net des sociétés mises en équivalence	-	43
Résultat net des activités destinées à être cédées	-1 244	-1 905
Résultat net des activités cédées	-	34 091

(1) La production immobilisée a été reclassée en frais de personnel et charges externes comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

<i>En milliers d'euros</i>	30.09.2016	30.09.2015
Frais de personnel	-	5 344
Charges externes	-	1 336
Production immobilisée	-	6 681

Flux de trésorerie des activités non poursuivies

<i>En milliers d'euros</i>	30.09.2016	30.09.2015
Flux net de trésorerie lié à l'activité	2 019	5 177
Flux net de trésorerie lié aux investissements	-13	-7 482
Flux net de trésorerie lié aux financements	-16	-850

Note 4 Données opérationnelles

4.1 Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants s'analysent en fonction des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30.09.2016	30.09.2015
Résultat opérationnel courant	15 267	29 850
Perte de valeurs sur immos corp et incorp (y.c. ECA)	-	-
Frais de restructuration	-3 898	-3 022
Plus ou moins-value de cession d'actifs et ajustement de prix	-	-
Autres produits et charges non courants (dont opération IMS)	-1 819	-1 981
Résultat Opérationnel	9 550	24 847

4.2 Production immobilisée

La production immobilisée a été reclassée en diminution des frais de personnel et charges externes comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

<i>En milliers d'euros</i>	30.09.2016	30.09.2015
Frais de personnel	23 873	15 735
Charges externes	5 968	3 934
Production immobilisée	29 841	19 669

4.3 Créances clients

<i>En milliers d'euros</i>	Clients courants	Clients non courants	30.09.2016	31.12.2015
Sociétés françaises (1)	131 422	26 916	158 338	164 953
Sociétés étrangères	33 655	-	33 655	31 924
Total valeurs brutes	165 077	26 916	191 992	196 877
Provisions	-10 037	-	-10 037	-8 410
Total valeurs nettes	155 039	26 916	181 955	188 468

(1) dont la valeur actualisée des loyers à encaisser retraitement Cegelease.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée. Ainsi, les clients en redressement ou liquidation judiciaire sont systématiquement dépréciés à 100 % et les créances échues de plus de six mois sont suivies au cas par cas et, éventuellement, dépréciées à hauteur du risque estimé de non recouvrement.

La part des échus dans le total des créances clients en valeur brute (hors provisions) s'élève à 35,5 millions d'euros au 30 septembre 2016.

BALANCE AGEE

<i>En milliers d'euros</i>	Total créances clients échues	Créances < à 1 mois	Créances de 1 à 2 mois	Créances de 2 à 3 mois	Créances de 3 à 4 mois	Créances > à 4 mois
Sociétés françaises	18 998	4 389	4 097	2 584	1 226	6 702
Sociétés étrangères	16 551	1 597	1 500	1 635	-44	11 863
Total	35 550	5 986	5 597	4 219	1 183	18 565

Sur les sociétés étrangères, les créances échues de plus de 4 mois correspondent notamment à des litiges bien identifiés, qui font l'objet d'un suivi attentif.

4.4 Autres passifs

<i>En milliers d'euros</i>	Courants		Non-courants		Total	
	30.09.2016	31.12.2015	30.09.2016	31.12.2015	30.09.2016	31.12.2015
Avances et acomptes reçus	3 936	3 327	-	-	3 936	3 327
Clients – Avoir à établir	-	-	-	-	-	-
Charges à payer	-	-	-	-	-	-
Créditeurs divers (1)	43 911	27 242	13 206	12 910	57 117	40 152
Autres dettes	43 911	27 242	13 206	12 910	57 117	40 152
Dettes sur acquisitions actifs	6	2 865	2	1 466	7	4 331
Dividendes à payer	-	-	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	29 604	28 223	-	-	29 604	28 223
Total autres passifs)	77 457	61 657	13 208	14 376	90 665	76 033

(1) dont la valeur actualisée des loyers à payer retraitement Cegelease

Note 5 Charges et avantages au personnel

5.1 Frais de personnel

En milliers d'euros	30.09.2016	30.09.2015
Coût du personnel	-148 426	-135 067
Participation et intéressement	-2 058	-2 146
Actions gratuites	37	955
Frais de personnel	-150 447	-136 258

5.2 Effectifs

En milliers d'euros	30.09.2016	30.09.2015
France	2 676	2 483
International	1 319	1 086
Total effectif	3 995	3 569

Note 6 Immobilisations incorporelles

6.1 Ecarts d'acquisition

Au 30 septembre 2016, les écarts d'acquisition en valeur nette s'élèvent à 184 millions d'euros contre 188 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette baisse de 4 millions d'euros correspond majoritairement à (1) la révision du complément de prix à verser sur l'acquisition Activus, et (2) aux effets de change sur les écarts d'acquisition libellés en devises.

Division	31.12.2015	Reclassement	Périmètre	Impairment	Ecarts de conversion et autres variations	Actifs destinés à la vente	30.09.2016
Assurance santé, RH, e-services	57 926		-965				56 961
Professionnels de santé	130 622		1 144		-4 913		126 853
Activités non réparties	-						
Actifs destinés à la vente	-						
Total écarts d'acquisition	188 548	-	179	-	- 4913	-	183 814

La norme IAS 36 paragraphe 90 indique que les UGT (unités génératrices de trésorerie) dans lesquelles un goodwill a été alloué doivent être testées au minimum sur une base annuelle et à chaque fois qu'il y a lieu de craindre une dépréciation. Cette dépréciation est définie comme la différence entre la valeur recouvrable de l'UGT et sa valeur dans les livres. La valeur recouvrable est définie par la norme IAS 36.18 comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, moins les coûts de vente, et la valeur d'utilité de l'actif (somme des flux actualisés attendus par la société pour cet actif).

Les réalisations des neuf premiers mois de 2016 dans la division *Assurance santé, RH et e-services* s'inscrivent dans la trajectoire des business plans utilisés pour les tests d'impairment réalisés à la clôture 2015. Aucun indice de valeur n'a été identifié pour de ce secteur.

Les réalisations du premier semestre 2016 dans la division *Professionnels de santé*, en deçà des attentes, avaient constitué un indice de perte de valeur ayant nécessité la mise à jour partielle des derniers tests d'impairment (31/12/2015) dans le cadre de l'arrêté des comptes

semestriels 2016. Cette mise à jour n'avait pas conduit à comptabiliser une charge de dépréciation. Les réalisations du troisième trimestre 2016 confirment les hypothèses retenues lors de la clôture semestrielle, qui aboutissaient pour les écarts d'acquisition affectés au secteur *Professionnels de santé* à une valeur recouvrable excédant

de plusieurs dizaines de millions d'euros la valeur nette comptable.

Note 7 Financement et instruments financiers

7.1 Endettement financier net

En milliers d'euros	30.09.2016			31.12.2015
	Financiers	Divers ⁽¹⁾	Total	
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 5 ans)	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 1 an, < 5 ans)	212 817	7 701	220 518	51 723
Emprunts et dettes financières à court terme (> 6 mois, < 1 an)	-	3 939	3 939	1
Emprunts et dettes financières à court terme (> 1 mois, < 6 mois)	-	-	-	347 211
Emprunts et dettes financières à court terme (< 1 mois)	222	-	222	-
Concours bancaires courants	81	-	81	2
Total dettes financières	213 120	11 640	224 760	398 937
Trésorerie active	9 143	-	9 143	231 299
Endettement Financier Net	203 978	11 640	215 617	167 638

(1) Le poste divers comprend principalement la participation pour un montant de 7 373 milliers d'euros.

TRESORERIE NETTE

En milliers d'euros	Financier	30.09.2016	31.12.2015
Concours bancaire courants	81	81	2
Trésorerie active	9 143	9 143	231 299
Trésorerie nette	9 062	9 062	231 297

TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET

<i>En milliers d'euros</i>		30.09.2016	31.12.2015
Endettement net en début d'exercice	A	167 638	504 180
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt		44 636	76 028
Impôt versé		-3 743	-12 127
Variation du besoin en fonds de roulement		-9 928	-24 072
Flux net de trésorerie générée par l'activité		30 965	39 829
Variation liée aux opérations d'investissement		-43 729	-59 036
Incidence des variations de périmètre		-1 448	336 347
Dividendes		-	-
Augmentation du capital en numéraire		-	-
Incidence des variations de cours des devises		-954	2 707
Intérêts versés sur emprunts		-31 630	-42 681
Autres produits et charges financiers versés ou reçus		-995	-1 130
Autres variations		2 988	-3 986
Variation nette totale de l'exercice	B	-44 802	272 050
Impact des sociétés cédées	C	-	-61 314
Impact des activités destinées à la vente	D	3 177	-3 177
Endettement net en fin d'exercice	A- B+C+D	215 617	167 638

Les emprunts bancaires sont aux conditions suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	< 1 mois	> 1 mois < 6 mois	> 6 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 an
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux Euribor	81	-	-	214 094	-
Total	81	-	-	214 094	-

Les principaux emprunts sont assortis de conditions portant sur les comptes consolidés. Par exemple la facilité de crédit revolving comporte notamment un ratio du niveau d'endettement net par rapport à l'excédent brut d'exploitation (ou EBITDA) consolidés et du niveau de l'excédent brut d'exploitation par rapport au niveau des frais financiers.

Dans le cadre du Revolver Credit Facility de 200 millions d'euros conclus avec les banques le 16 janvier 2016, l'EBITDA utilisé pour le calcul du ratio de levier financier est retraité de l'impact de la correction comptable des activités de location à la suite de l'application de la norme IAS 17.

<i>En milliers d'euros</i>	30.09.2016	Retraitement Cegelease	30.09.2016 retraité
Chiffre d'affaires	318 345	66 190	384 535
EBITDA	40 562	9 743	50 305
Résultat opérationnel courant	15 267	204	15 472

FINANCEMENT

En mai 2007, Cegedim a contracté un prêt de 50,0 millions d'euros auprès de son principal actionnaire FCB, le prêt FCB. L'accord de prêt entre Cegedim SA et FCB a été signé le 7 mai 2007 ; il a ensuite été amendé le 5 septembre 2008 et le 21 septembre 2011 afin d'en proroger la durée et d'en modifier le taux d'intérêt applicable. Lors de l'augmentation de capital de décembre 2009, FCB a souscrit à hauteur de 4,9 millions d'euros en convertissant une portion du prêt FCB. Ainsi le solde du prêt FCB est de 45,1 millions d'euros. Le 14 janvier 2016 le contrat de prêt a été amendé afin de le subordonner à la facilité de crédit de 200 millions d'euros souscrite le même jour, d'en proroger la durée et d'en modifier le taux d'intérêt applicable.

Le 20 mars 2013, Cegedim a émis un emprunt obligataire de premier rang à 6,75% d'un montant de 300 millions d'euros selon les règles Reg S et 144A, arrivant à échéance le 1er avril 2020. L'emprunt obligataire est coté en Bourse de Luxembourg et les codes ISIN sont XS0906984272 et XS0906984355. Le prix d'émission a été de 100% de la valeur nominale.

Le 7 avril 2014, Cegedim a émis 125 millions d'euros d'obligations additionnelles à son émission de 300 millions d'euros à 6,75% arrivant à échéance en 2020. Le prix d'émission a été de 105,75% augmenté des intérêts courus depuis le 1er avril 2014. À l'exception de la date et du prix d'émission, ces nouvelles obligations sont identiques aux obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire 6,75% de 300 millions d'euros à échéance 2020 émis le 20 mars 2013. Entre 6 mai 2015 et le 25 février 2016, Cegedim a procédé sur le marché au rachat de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020 pour un montant total en principal de 110,2 millions d'euros. La société a procédé à l'annulation de ces titres. Ainsi le montant restant en circulation au 31 mars 2016 est de 314,8 millions d'euros en principal.

Le 14 janvier 2016, Cegedim a obtenu de ses banquiers une facilité de crédit revolving en euro de 200,0 millions d'euros arrivant à échéance le 14 janvier 2021.

Le 1^{er} avril 2016 Cegedim a exercé son option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, code ISIN XS0906984272 et XS0906984355, pour un montant total en principal de 314 814 000,00 euros et au prix de 105,0625% soit un montant total de 10 624 972,50 euros. La société a procédé à l'annulation de l'intégralité de ces titres. L'opération a été financée par un tirage partiel du RCF négocié en janvier 2016 combiné au produit de cession à IMS Health. A l'issue de l'opération, l'endettement du Groupe est constitué du prêt subordonné FCB pour 45,1 millions d'euros, du tirage partiel du RCF de 200 millions d'euros et de facilités de découverts.

Au 30 septembre 2016, la dette était structurée de la manière suivante :

- crédit revolving de 200 millions d'euros, dont 169 millions d'euros tiré, arrivant à échéance le 14 janvier 2021 ;
- prêt FCB de 45,1 millions d'euros arrivant à échéance en janvier 2021 ;
- facilités de découvert de 24,0 millions d'euros dont 0,1 million d'euros utilisés.

L'exposition de la dette à la variation des taux Euro est partiellement couverte par une couverture de taux Euro.

Le Groupe a revendu en juin 2015 un swap receveur Euribor 1 mois pré-fixé, payeur taux fixe de 4,565% sur un montant de notionnel couvert de 20 millions d'euros à échéance 29/12/2017 contre le versement d'une soulte.

Au 30 septembre 2016, la couverture de la dette à la variation des Taux Euro se compose de deux swap amortissables à prime nulle receveur Euribor 1 mois pré-fixé, payeur Taux Fixe défini comme suit :

- Taux de 4,57% sur un montant notionnel couvert de 20 millions d'euros jusqu'à l'échéance du 29/12/2017 ;
- Taux de 4,58% sur un montant notionnel couvert de 20 millions d'euros jusqu'à l'échéance du 29/12/2017 ;

Le montant total de notionnel couvert est de 40 millions d'euros au 30 septembre 2016.

La charge d'intérêt liée aux emprunts bancaires, obligataires, agios et commissions bancaires s'élève à 31,6 millions d'euros au 30 septembre 2016.

Les intérêts liés au prêt d'actionnaire au 30 septembre 2016 s'élèvent à 1,2 million d'euros.

La variation de juste valeur de ces dérivés a été enregistrée en capitaux propres pour la part efficace de ceux qualifiés de couverture de flux de trésorerie (0,4 million d'euros) et en

résultat pour leur part inefficace et pour le risque de contrepartie pris en compte conformément à IFRS 13 (0,9 million d'euros). La juste valeur à la date de clôture des instruments de couverture est de 2,5 millions d'euros.

RISQUE DE LIQUIDITE

Les flux de trésorerie contractuels ne sont pas actualisés.

Lorsqu'il s'agit d'un taux fixe, le taux est utilisé pour calculer les tombées d'intérêts futures.

7.2 Coût de l'endettement net

<i>En milliers d'euros</i>	30.09.2016	30.09.2015
Produits ou équivalent de trésorerie	1 056	1 202
Intérêts sur emprunts	-13 633	-41 530
Intérêts sur incidence rachat de la dette	-17 997	-
Intérêts courus sur emprunts	5 900	9 025
Intérêts sur dettes financières	-25 730	-32 505
Autres intérêts et charges financières ⁽²⁾	-1 485	-270
Coût de l'endettement financier brut	-27 215	-32 775
Ecart de change nets	-206	-633
Valorisation instruments financiers	-243	1 049
Autres produits et charges financiers non cash ⁽²⁾	1 363	-1 569
Autres produits et charges financiers	914	-1 153
Coût de l'endettement financier net	-25 245	-32 726

<i>En milliers d'euros</i>	30.09.2016	30.09.2015
(2) Dont intérêts FCB	-1 156	-1 437
Intérêts sur participation	-332	-492
Total	-1 488	-1 929

Note 8 Impôt

8.1 Impôt différé

8.1.1 VENTILATION DE LA CHARGE D'IMPOT

La charge d'impôt comptabilisée en résultat de l'exercice s'élève à 1 446 milliers d'euros contre une charge de 2 695 milliers d'euros en septembre 2015. La ventilation s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30.09.2016	30.09.2015 pour comparatif	Correction Cegelease	Cegedim Kadrigé	30.09.2015 Publié
<i>Impôt exigible</i>					
France	-	-569		113	-682
Etranger	-579	-1 564			-1 564
Total impôt exigible	-579	-2 134	-	113	-2 246
<i>Impôts différés</i>					
France	-536	49	67	-12	-5
Etranger	-331	-444			-444
Total impôts différés	-867	-394	67	-12	-449
Produit total d'impôts comptabilisé en résultat	-1 446	-2 528	67	100	-2 695

8.1.2 CHARGE D'IMPOT THEORIQUE ET CHARGE D'IMPOT COMPTABILISEE

La réconciliation entre charge d'impôt théorique Groupe et la charge d'impôt effectivement comptabilisée est présentée dans le tableau suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	30.09.2016	30.09.2015 pour comparatif	Correction Cegelease	Cegedim Kadrigé	30.09.2015 publié
Résultat net des activités poursuivies	-15 528	-8 979	-109	1 905	-10 775
Quote-part dans les sociétés MEE	-1 613	-1 428			-1 428
Impôt sur les bénéfices	1 446	2 528	-67	-100	2 695
Résultat avant impôt des sociétés intégré	(a) -15 695	-7 879	-176	1 805	-9 508
<i>dont sociétés françaises intégrées</i>	-11 582	-9 006	-176	1 805	-10 635
<i>dont sociétés étrangères intégrées</i>	-4 112	1 127			1 127
Taux d'impôt normatif en France	(b) 34.43%	38,00%	38,00%	38,00%	38,00%
Charge d'impôt théorique	(c) = (a) x (b) 5 404	2 994	67	-686	3 613
Impact des différences permanentes	-2 028	-4 313		10	-4 323
Impact des différences de taux d'imposition sur résultats bénéficiaires	3 845	2 681			2 681
Impact des différences de taux d'imposition sur résultats déficitaires activés	-506				-
Impôts non activés sur résultats déficitaires	-9 177	-5 399		776	-6 175
Impact crédit d'impôt	1 017	1 509			1 509
Charge d'impôt inscrite au compte de résultat	-1 446	-2 528	67	100	-2 695
Taux d'impôt effectif	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Taux d'impôt normatif en France : 34,43%

Les principaux pays contributifs à la ligne « impact des différences de taux d'imposition sur résultats bénéficiaires » sont :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.2016
UK	3 438
Irlande	368
Autres	39
Total	3 845

8.1.3 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES

Analyse par catégories de différence temporelle de la position nette d'impôts différés comptabilisée au bilan (avant compensation par entités fiscales des actifs et passifs d'impôts différés).

<i>En milliers d'euros</i>	31.12.2015	Reclass ement	Résultat	Variation de périmètre	Autres variations KP	Variation taux de change	Actifs/passifs destinés à la vente	30.09.2016
Reports déficitaires	20 000	-	-	-	-	-	-	20 000
Engagement de retraite	5 622	-	-194	-	1 589	-	-	7 017
Provisions non déductibles	2 773	-	-194	-	-	-	-	2 579
Mise à juste valeur des instruments financiers	1 475	-	-406	-	-199	-	-	870
Annulation plus-value interne	139	-	2	-	-	-	-	141
Retraitement marge R&D	190	-	76	-	-	-	-	266
Autres	379	-	124	-	6	-	-	509
Total impôts différés actifs	30 578	-	-592	-	1 396	-	-	31 383
Ecart de conversion	0	-	-1 021	-	-	1 021	-	0
Annulation amortissement dérogatoire	-540	-	1	-	-	-	-	-539
Retraitement Cegelease	-562	-	123	-	-	-	-	-439
Annulation amortissement fonds de commerce	-48	-	7	-	-	-	-	-41
Mise à juste valeur des instruments financiers	-90	-	90	-	-	-	-	0
Crédit-bail	-98	-	18	-	-	-	-	-80
Activation R&D	-6 553	-	590	-	-	-	-	-5 963
Retraitement dotation sur marge R&D	-14	-	-3	-	-	-	-	-17
Autres	-679	-	-80	-	-	-	-	-762
Total impôts différés passifs	-8 587	-	-275	-	-	1 021	-	-7 841
Impôt différés nets	21 992	0	-867	0	1 396	1 021	0	23 541

La variation des impôts différés constatés au bilan consolidé après compensation par entité fiscale des actifs et passifs d'impôts différés, se vérifie de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Actifs	Passifs	Net
Au 31 décembre 2015	28 721	-6 731	21 990
Impact résultat de la période	-592	-275	-867
Impact capitaux propres	1 396	1 021	2 417
Impact de présentation nette par entité fiscale	147	-147	-
Reclassement en actifs / passifs destinés à la vente	-	-	-
Au 30 septembre 2016	29 672	-6 131	23 541

Le montant de l'impôt correspondant aux déficits non activés des activités poursuivies au 30 septembre 2016 s'élève à 70 753 milliers d'euros pour les sociétés françaises et à 14 850 milliers d'euros pour les sociétés internationales.

Note 9 Capitaux propres et résultats par actions

9.1 Capital

Au 30 septembre 2016, le capital est constitué de 13 997 173 actions (dont 25 007 actions d'autocontrôle) d'un nominal de 0,9528 euro soit un capital total de 13 336 506 euros.

9.2 Actions propres

ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

Les conseils du 19 septembre 2012 et du 4 juin 2013 ont été autorisés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 juin 2011 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10% du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim.

Le conseil du 18 septembre 2014 a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2014 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10% du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim.

Le conseil du 28 janvier 2016 a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 novembre 2015 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10% du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim.

Les principales caractéristiques de ces plans sont les suivantes :

- Les actions attribuées gratuitement donneront droit aux dividendes dont la distribution aura été décidée à compter de la date d'attribution.
- Le plan du 19 septembre 2012 a autorisé une attribution maximum de 31 670 actions gratuites.

- Le plan du 04 juin 2013 a autorisé une attribution maximum de 48 870 actions gratuites.
- Le plan du 18 septembre 2014 a autorisé une attribution maximum de 19 280 actions gratuites.
- Le plan du 28 janvier 2016 a autorisé une attribution maximum de 28 038 actions gratuites.
- Pour les plans 2012, 2013 et 2014, l'attribution des dites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution, et de quatre ans pour les bénéficiaires n'ayant pas leur résidence fiscale en France à la date d'attribution.
- Pour le plan 2016, l'attribution des dites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution, et de trois ans pour les bénéficiaires n'ayant pas leur résidence fiscale en France à la date d'attribution.
- Les actions seront définitivement attribuées à leurs bénéficiaires sous la seule condition : absence de démission, révocation ou licenciement.
- A compter de la date d'attribution définitive, les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution devront conserver les dites actions pendant une durée de 2 ans à compter de la date d'attribution définitive.

En application de la norme IFRS 2, la charge mesurant "l'avantage" offert aux salariés est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PLANS SONT LES SUIVANTES :

	Plan du 19.09.2012	Plan du 04.06.2013	Plan du 18.09.2014	Plan du 28.01.2016
Date de l'Assemblée Générale	08/06/2011	08/06/2011	10/06/2014	16 /11/2015
Date du Conseil d'administration	19/09/2012	04/06/2013	18/09/2014	28/01/2016
Date d'ouverture du plan	19/09/2012	04/06/2013	18/09/2014	28/01/2016
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	31 670 actions	48 870 actions	19 280 actions	28 038 actions
Prix initial de souscription	15,70€	24,46€	27,11€	30.50€
Date de libre disposition des actions gratuites				
France	18/09/2014	03/06/2015	17/09/2016	28/01/2018
Etranger	18/09/2016	03/06/2017	17/09/2018	28/01/2019

SITUATION DES PLANS AU 30 SEPTEMBRE 2016

	Plan du 19.09.2012	Plan du 04.06.2013	Plan du 18.09.2014	Plan du 28.01.2016
Nombre total d'actions attribuées	6 520 actions	3 750 actions	17 280 actions	20 865 actions
Nombre total d'actions restant à acquérir, après levées d'options constatées et options annulées	0	0	0	20 079 actions
Prix d'acquisition ajusté des attributions d'actions gratuites				
France	15,24€	23,74€	26,31€	29,61€
Etranger	13,35€	20,79€	23,04€	25,93€

Note 10 Autres informations

10.1 Saisonnalité

Les activités du Groupe sont marquées par certains effets de saisonnalité du fait, entre autre, de son activité d'éditeur de logiciel.

Le résultat d'exploitation des deuxième et quatrième trimestres est généralement meilleur que celui des deux autres trimestres et, dans l'ensemble, le résultat d'exploitation du second semestre est meilleur que celui du premier. Ceci est largement dû à la nature saisonnière des processus de décision de clients de Cegedim. En particulier les divisions *Assurance santé*, *RH*, *e-services* et *Professionnels de santé* sont marquées par un certain effet de saisonnalité puisque certains clients investissent dans les offres du Groupe à la fin de l'année afin de tirer pleinement parti des leurs budgets annuels.

10.2 Faits marquants de l'exercice

A l'exception des faits indiqués ci-dessous, il n'y a eu, au cours de cette période et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

NOUVELLE FACILITE DE CREDIT

En janvier 2016, le Groupe a mis en place une nouvelle facilité de crédit sous la forme d'un RCF de 200 millions d'euros sur 5 ans. Le taux d'intérêt appliqué pour cette facilité de crédit est égal à Euribor plus une marge. L'Euribor est au choix de Cegedim à 1, 3 ou 6 mois sachant qu'en cas de d'Euribor négatif, il est considéré comme étant égal à 0. La marge varie entre 0,70% et 1,40% en fonction du ratio de levier calculé semestriellement en juin et décembre. (Cf. Point 2.1.1.1 page 13 du rapport financier semestriel 2016).

EXERCICE DE L'OPTION DE CALL SUR
L'INTEGRALITE DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE 2020

Le 1er avril 2016, Cegedim a exercé son option de call sur l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, code ISIN XS0906984272 et XS0906984355, pour un montant total en principal de 314 814 000,00 euros et au prix de 105,0625% soit une prime totale de 15 937 458.75 euros. La société a procédé à l'annulation de ces titres. L'opération a été financée par un tirage partiel du RCF négocié en janvier 2016 combiné au produit de cession à IMS Health. A l'issue de l'opération, l'endettement du Groupe est constitué du prêt subordonné FCB pour 45,1 millions d'euros, du tirage partiel du RCF de 200 millions d'euros et de facilités de découverts.

S&P A REVU A LA HAUSSE LA NOTATION DE
CEGEDIM A BB AVEC PERSPECTIVE POSITIVE

A la suite de l'annonce de l'opération de remboursement de l'intégralité de l'emprunt obligataire 6,75% à échéance 2020, l'agence de notation Standard and Poor's a revu à la hausse le 28 avril 2016, la notation de Cegedim qui s'établit désormais à BB, perspective stable.

10.3 Evénements post-clôture

SIGNATURE DU PROTOCOLE D'ACQUISITION DE LA SOCIETE FUTURAMEDIA GROUP

Cegedim, a annoncé le 2 novembre 2016 la signature d'un protocole d'acquisition de *Futuramedia Group*. Cette transaction renforce l'offre digitale de sa filiale *RNP*, spécialiste de l'affichage en pharmacie en France

Futuramedia Group a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 5,4 millions d'euros, aura un effet relatif sur les marges du Groupe *Cegedim* et contribuera au périmètre de consolidation du Groupe à compter du 1er décembre 2016. *Cegedim* est en conformité avec l'ensemble des covenants du contrat de prêt bancaire.

CESSION DE DU FONDS DE COMMERCE KADRIGE

Le fonds de commerce Kadrige a été cédé à IMS Health le 9 novembre 2016.

A l'exception des faits indiqués ci-dessus, il n'y a eu postérieurement à la clôture et à la connaissance de la société, aucun évènement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

10.4 Engagements hors bilan

Les cautions existantes au 31 décembre 2015 ont évolué de manière non significative au cours des neuf premiers mois de 2016.

Note 11 Méthodes et principes Comptables

11.1 Méthodes de consolidation

Les filiales et participations sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au Groupe alors que les filiales et participations cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle.

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale, même si le pourcentage de détention est inférieur à 50 %. Le contrôle exclusif existe lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise de manière à tirer avantage de ses activités.

- La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.
- Les participations sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires, telles que les sociétés en participation sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.
- Les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient un pourcentage de droits de vote supérieur ou égal à 20 %. Selon cette méthode, le Groupe enregistre sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé la «quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence».

La liste des entités consolidées est présentée en note 2. Certaines sociétés, non significatives au regard du Groupe, ne sont pas consolidées.

11.2 Regroupement d'entreprises (IFRS3)

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 – Regroupements d'entreprises.

Les actifs, passifs, et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur.

La différence existant entre le prix d'acquisition et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition (Goodwill). De manière générale, les acquisitions réalisées par le Groupe correspondent à des acquisitions de parts de marché conduisant à des affectations limitées des écarts d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels

identifiés acquis, l'écart (Badwill) est immédiatement reconnu en résultat.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise. La norme IAS 21 (§ 47) impose que les écarts d'acquisition dégagés en devises soient, à chaque clôture comptable, comptabilisés au cours de clôture et non au cours historique.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis, conformément à la norme IAS 36 révisée, à des tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an (voir § « dépréciations d'actifs »). Le cas échéant, les pertes de valeur sont comptabilisées dans le poste « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

Lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée à hauteur de la différence.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, moins les coûts de vente, et la valeur d'utilité de l'actif (somme des flux actualisés attendus par la société pour cet actif, estimée en fonction de la rentabilité présente et future de l'activité concernée).

11.3 Immobilisations incorporelles (IAS 38)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ACQUISES SEPARÉMENT OU DANS LE CADRE D'UN REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément (principalement des logiciels) sont enregistrées initialement à leur coût. Elles sont comptabilisées à l'actif lorsque (i) il est probable que les avantages économiques futurs qui leur sont attribuables iront au Groupe et (ii) leur coût peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les immobilisations dont la durée d'utilité est finie sont ensuite évaluées et comptabilisées selon le modèle du coût.

Les immobilisations incorporelles, à l'exception des fonds de commerce, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité économique (hors biens à durée d'utilité indéterminée). Les durées d'utilité des immobilisations incorporelles sont revues périodiquement. Le cas échéant, les changements qui en résultent sont traités prospectivement.

La valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Les pertes de valeur résultant des tests d'évaluation sont comptabilisées, le cas échéant, en « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

DEPENSES DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT/ LOGICIELS DEVELOPPES EN INTERNE

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges au titre de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement de nouveaux projets internes sont immobilisées dès lors que les critères suivants sont strictement respectés, conformément à la norme IAS 38 :

- Le projet est nettement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- La faisabilité technique du projet est démontrée et le Groupe a l'intention et la capacité financière de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet ;
- Il est probable que le projet développé générera des avantages économiques futurs qui bénéficieront au Groupe.

À défaut, les dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Au moment de sa mise en service, l'actif dont le développement est achevé est sorti des dépenses de développement et comptabilisé dans le poste d'actif correspondant (généralement en logiciels).

Les amortissements sont pratiqués à compter de la mise en service de l'immobilisation et sont calculés sur la base de la durée prévisible de l'utilisation de celle-ci. La typologie des projets dépend des durées de vie et s'établit comme suit :

Type de projets	Durée	Mode	Nb de projets
Projets structurants	15 ans	Linéaire	Nombre de projets très limité
Projets stratégiques	8-10 ans	Linéaire	Nombre limité
Développement courants	5 ans	Linéaire	Essentiellement des projets du Groupe
Projets ciblés	2-4 ans	Linéaire	Nombre limité

11.4 Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de matériel informatique et de matériel industriel et sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité économique, la base amortissable retenue étant le coût d'acquisition, diminué le cas échéant de la valeur résiduelle estimée.

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues périodiquement. Le cas échéant, les changements qui en résultent sont traités prospectivement.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

Les modalités d'amortissement (durée et mode) retenues sont les suivantes :

Type de projets	Durée	Mode
Matériel informatique		
Micro-ordinateurs à usage bureautique	3-4 ans	Linéaire
Systèmes Serveurs	5 ans	Linéaire
Matériel industriel		
Matériel d'imprimerie	8-10 ans	Linéaire
Matériel et Outillage industriel	5-8 ans	Linéaire
Agencements et installations	8 ans	Linéaire
Matériel de transport	4 ans	Linéaire
Matériel de bureau	4 ans	Linéaire
Mobilier	8 ans	Linéaire

Par ailleurs, la norme IAS 16 impose l'approche par composant pour les immobilisations décomposables constituées d'éléments ayant chacun des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent. Sont concernées, au sein du Groupe Cegedim, les constructions constituées de bureaux à usage administratif et de locaux à usage industriel (atelier, entrepôt, zone de stockage...) pour lesquels des plans d'amortissement distincts ont été établis en fonction de la durée d'utilisation des différents composants (gros œuvre, façades et étanchéité, installations générales et techniques, agencements).

11.5 Contrats de location-financement (IAS 17)

Un contrat de location-financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.

Les biens utilisés dans le cadre de contrats de location sont immobilisés à leur juste valeur, en contrepartie d'une dette financière, lorsque ces contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les paiements des loyers sont ventilés entre la charge financière (enregistrée au poste « coût de l'endettement financier net ») et l'amortissement de la dette.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location financement sont amortis selon les mêmes durées que les biens, de catégorie identique, acquis en propre.

11.6 Dépréciations d'actifs (IAS 36)

Le Groupe procède à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs long terme selon le processus suivant :

- Actifs incorporels amortis (logiciels, bases de données);
- Bien qu'un amortissement soit pratiqué pour ces actifs incorporels, ils font l'objet d'un suivi individualisé. Ce suivi s'appuie sur des indices permettant de déceler une éventuelle perte de valeur : notamment productivité attendue de l'actif ou débouchés commerciaux. En présence d'un indice de perte de valeur, le Groupe réalise un test d'impairment susceptible de conduire à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire ;
- Actifs incorporels non amortis (marques, écarts d'acquisition).

Le Groupe réalise, une fois par an, des tests d'impairment afin d'évaluer les éventuelles pertes de valeur de ces actifs.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles les actifs peuvent être affectés.

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

Une perte de valeur est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable.

Lorsque l'UGT testée comporte un écart d'acquisition, la dépréciation lui est affectée prioritairement.

La dépréciation est comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels non courants » et fait l'objet d'une mention expresse en annexe des états financiers consolidés.

Des tests de sensibilité sont réalisés sur différents paramètres, en faisant notamment varier les hypothèses retenues pour le taux d'actualisation, le taux de croissance à l'infini, les performances en matière de marge d'EBITDA et de Free Cash Flows.

UNITES GENERATRICES DE TRESORERIE (UGT)

L'UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT correspondent généralement à un ensemble d'entités contribuant au même secteur d'activité (nature des prestations) et exploitant les mêmes outils.

Les UGT suivent le découpage des principaux secteurs d'activité du Groupe, eux-mêmes découpés plus finement selon des composantes métier distinctes, lorsqu'elles sont pertinentes au sens des flux de trésorerie. Le premier découpage des secteurs d'activités en UGT a été réalisé en 2007 avec l'assistance d'un cabinet d'expertise indépendant. Il a été revu au premier semestre 2013 et fin 2015, avec le même cabinet. Fin 2015, le Groupe a procédé au réexamen des niveaux de regroupement des Unités Génératrices de Trésorerie auxquelles doivent être affectés les écarts d'acquisition de la division Professionnels de santé. Les activités logiciels médecins et logiciels pharmaciens, pour lesquelles il n'est plus possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants, ont été regroupées en une seule Unité Génératrice de trésorerie (Professionnels de santé) faisant de ce secteur une seule Unité Génératrice de Trésorerie.

Depuis ce regroupement, le Groupe Cegedim compte 2 UGT, correspondant à ses deux premiers secteurs d'activités, ainsi qu'un secteur « Activités non réparties » qui n'a pas vocation à comporter d'activités opérationnelles.

Les secteurs d'activité et UGT sont les suivants :

- Assurance santé, RH et e-services : ce secteur constitue une UGT à part entière. Il regroupe les savoir-faire permettant d'élaborer les services destinés aux assurances, mutuelles et autres organismes de la chaîne de traitement des flux de santé ainsi qu'aux clients issus de l'industrie pharmaceutique ou du monde de l'entreprise.
- Professionnels de santé : ce secteur constitue une UGT à part entière et regroupe l'ensemble des services fournis aux professionnels du monde médical : médecins, pharmaciens, paramédicaux.

Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement. Cette affectation est également en cohérence avec la manière dont la Direction du Groupe suit la performance des opérations.

VALEUR D'UTILITE

La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF: discounting cash flows). La méthode de construction des plans d'affaires consiste à établir des projections sur 5 années, s'appuyant sur les hypothèses retenues par les différentes directions opérationnelles du Groupe dans leurs plans stratégiques. Ils sont revus par le Comité d'audit et arrêtés par le Conseil

d'administration. Les flux attendus au-delà de la cinquième année du plan sont appréhendés au travers d'une valeur terminale dont la détermination tient compte d'une marge projetée sur la base du taux moyen observé dans ces plans d'affaires et dans les proches années historiques.

TAUX D'ACTUALISATION

Le Groupe retient un taux d'actualisation unique pour toutes ses UGT. En effet, le centre de compétence, les développements de R&D ou les bases de données servant de support aux services du Groupe sont centralisés et la distribution est locale.

Pour répondre aux contraintes des paragraphes 55 et 56 de la norme IAS 36, le taux d'actualisation retenu est calculé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital sectoriel avant impôts. Ce taux avant impôt est appliqué à des flux d'exploitation avant impôt.

Le Groupe confie le calcul de ce taux d'actualisation à un cabinet d'expertise indépendant. Les calculs font notamment référence à des échantillons de comparables boursiers et à des indices de référence permettant de déterminer une prime de risque et un bêta propre à Cegedim, ainsi qu'un ratio d'endettement cible applicable au secteur d'activité de Cegedim. Le calcul est réactualisé dès que les conditions de marché l'exigent et au moins une fois par an.

TAUX DE CROISSANCE A L'INFINI

Le taux de croissance à l'infini retenu s'appuie sur des données économiques de place pondérées de façon à tenir compte des spécificités du Groupe Cegedim.

11.7 Immobilisations financières (IAS 32 / IAS 39)

Les titres représentatifs de participation dans des sociétés non consolidées sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Ils sont initialement enregistrés au coût d'acquisition, puis évalués ultérieurement à leur juste valeur, lorsque celle-ci peut être déterminée de façon fiable.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique séparée des capitaux propres jusqu'à la cession effective des titres, date à laquelle elles sont recyclées en résultat.

Par ailleurs, lorsqu'une perte de valeur identifiée est considérée comme durable au regard des circonstances, celle-ci est comptabilisée en résultat financier.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Les créances financières à long terme sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est jugé significatif.

11.8 Impôts différés (IAS 12)

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et des passifs du Groupe. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été entérinés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sur les différences temporelles déductibles et sur le report en avant de pertes fiscales non utilisées sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs permettront l'imputation des pertes fiscales non encore utilisées.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont compensés lorsque (1) l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, (2) ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

11.9 Stocks de marchandises et en-cours de services (IAS 2)

STOCKS DE MARCHANDISES

Les stocks de marchandises sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable est inférieure à la valeur d'inventaire (valeur nette de réalisation).

EN-COURS DE SERVICES

La valeur d'inventaire se compose uniquement des coûts directs constatés sur les contrats en cours de réalisation. Une dépréciation est constatée quand la facturation à venir sur les travaux en cours ne permet pas de couvrir les coûts directs correspondants.

11.10 Créances clients et créances d'exploitation

CREANCES CLIENTS

Les créances clients sont évaluées initialement à la juste valeur puis au coût amorti et font l'objet d'un examen individuel. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

AUTRES CREANCES

Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et lorsque les effets de l'actualisation sont significatifs.

11.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

11.12 Actions propres (IAS 32)

Conformément à la norme IAS 32, les actions propres sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition, en réduction des capitaux propres consolidés.

Les gains (pertes) découlant de la cession des actions propres sont ajoutés (déduites) des réserves consolidées pour leurs montants nets des effets d'impôt.

Les ventes des actions propres sont comptabilisées selon la méthode FIFO.

11.13 Provisions et passifs éventuels (IAS 37)

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe une obligation du Groupe, résultant d'événements passés, dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et dont le montant peut être raisonnablement évalué. Le classement en provision est maintenu tant que l'échéance ou le montant de la sortie de ressources reste incertain.

Les provisions sont estimées au cas par cas ou sur des bases statistiques lorsqu'elles comprennent une population nombreuse d'éléments. Elles sont actualisées lorsque leur échéance est supérieure à un an. Les principales provisions dans le Groupe Cegedim (hors indemnités de départ en retraite) sont destinées à couvrir les litiges salariés, clients et fournisseurs.

11.14 Indemnités de départ à la retraite (IAS 19)

REGIMES A COTISATIONS DEFINIES

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entité verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant la période en cours et les périodes antérieures. Ces cotisations sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au titre duquel elles sont dues, aucun passif n'étant inscrit au bilan.

REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Il s'agit principalement des engagements de retraite. Lorsque ces engagements sont directement pris en charge par les sociétés du Groupe, le montant de l'engagement actuariel correspondant donne lieu à provision au bilan.

Le Groupe applique depuis 2011 la norme IAS 19 révisée qui permet de comptabiliser directement en capitaux propres les gains et pertes actuariels nés des changements d'hypothèses intervenus dans le calcul des engagements.

Cegedim SA applique les dispositions de la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 de l'ANC relative aux règles d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Conformément à cette recommandation, le coût des services passés non amortis au 31 décembre 2012 a été amorti par capitaux propres au 1er janvier 2014.

L'engagement actuariel est calculé selon la méthode des unités de crédit projetées et sur la base d'évaluations propres à chaque pays et à chaque société du Groupe ; ces évaluations intègrent notamment des hypothèses de progression des salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs. Le taux appliqué pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi a été déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entités de première catégorie. Dans les pays où ce type de marché n'était pas actif, le Groupe retient le taux à la clôture des obligations d'État.

Par ailleurs, l'impact sur l'évaluation de la provision pour indemnité de départ en retraite des changements de régime liés aux amendements des conventions collectives fait l'objet d'un étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés.

Enfin, lorsque cet engagement est couvert partiellement ou en totalité par des fonds versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers, le montant de ces placements dédiés vient en déduction, au bilan de l'engagement.

11.15 Dettes financières (IAS 32 / IAS 39)

Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée (juste valeur) des dettes financières, et sont intégrés dans le calcul du TIE (Taux d'Intérêt Effectif) conformément aux normes IAS 32 et 39. Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêts sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le Taux d'Intérêt Effectif de l'emprunt. Les frais sont ainsi étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le TIE.

Dans le cas de dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

11.16 Instruments dérivés et opérations de couverture

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations ultérieures de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en fonction de la désignation, ou non, du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert.

L'utilisation par le Groupe d'instruments dérivés tels que des swaps de taux, des caps ou autres contrats à terme équivalents, a pour objectif la couverture des risques associés aux fluctuations des taux d'intérêts.

Ces instruments dérivés sont enregistrés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de valeur de marché sont comptabilisées en résultat sauf pour les opérations qualifiées de couverture de flux futurs (flux liés à une dette à taux variable) pour lesquelles les variations de valeur sont enregistrées en capitaux propres.

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture.

Les éléments financiers couverts par des instruments dérivés suivent la comptabilité de couverture qui peut être de deux types :

- Couverture de juste valeur (fair value hedge) ;
- Couverture de flux futurs (cash flow hedge).

Dans le cas d'une couverture de juste valeur (fair value hedge), le passif financier sous-jacent à l'instrument dérivé est revalorisé au bilan au titre du risque couvert (risque lié à la fluctuation des taux d'intérêts). Ses variations de valeur sont enregistrées en résultat (en charges financières) et compensent les variations de valeur de l'instrument financier dérivé affecté au sous-jacent à hauteur de la partie couverte.

Dans le cas d'une couverture de flux futurs (cash flow hedge), le passif financier couvert est enregistré au bilan au coût amorti. Les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres. Au fur et à mesure que les frais ou produits financiers au titre de l'élément couvert affectent le compte de résultat pour une période donnée, les frais ou produits financiers enregistrés en capitaux propres au titre de l'instrument dérivé pour la même période sont transférés dans le compte de résultat.

Lorsqu'un instrument dérivé ne satisfait pas aux critères de la comptabilité de couverture, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat (autres profits/pertes opérationnels).

11.17 Reconnaissance des revenus (IAS 18)

Les revenus du Groupe Cegedim sont principalement constitués de prestations de services et de ventes de logiciels et, dans une faible mesure, de matériels.

PRESTATIONS DE SERVICES

Les principales catégories de prestations de services et les modes de reconnaissance des revenus sont les suivants :

- Les traitements informatiques réalisés pour le compte de clients sont enregistrés lors de la réalisation de la prestation ;
- Les services de support (assistance, maintenance...) font l'objet d'un contrat généralement annuel, calculé sur la base d'un forfait en rapport avec les coûts et les moyens engagés par le Groupe pour assurer ces prestations. Les produits relatifs à ces contrats sont enregistrés prorata temporis sur la durée du contrat et donnent lieu, le cas échéant, à la comptabilisation de produits constatés d'avance ;
- L'accès aux bases de données du Groupe fait généralement l'objet d'un abonnement, avec une facturation périodique (mensuelle ou annuelle) ; le chiffre d'affaires est ensuite enregistré à l'avancement, sur la base du temps écoulé ;
- Les études standards et spécifiques fournies par le Groupe sont comptabilisées lors de leur livraison aux clients.

VENTES DE LOGICIELS ET DE MATERIELS

Ces ventes sont enregistrées lors de la livraison, concomitante à l'installation chez le professionnel. Les éventuels escomptes et rabais sont enregistrés en diminution des ventes.

Le chiffre d'affaires issu des licences d'utilisation à durée indéterminée ou déterminée de nouveaux logiciels est comptabilisé (à condition que le Groupe n'ait pas d'autres obligations à acquitter) lorsqu'il existe un accord avec le client, que la livraison et l'acceptation sont intervenues, que le montant du revenu et des coûts afférents peut être mesuré de façon fiable, et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction reviendront au Groupe.

Si l'un des quatre critères n'est pas rempli, la comptabilisation du chiffre d'affaires issu de la licence d'utilisation du logiciel est différée jusqu'à ce que tous les critères soient remplis.

11.18 Méthodes de conversion des éléments en devises (IAS 21)

TRANSACTIONS EN DEVICES ETRANGERES

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date d'enregistrement des transactions. À la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture.

Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le résultat financier. Sur les opérations d'exploitation l'exposition reste faible. Par conséquent, aucune gestion spécifique du risque de change n'est effectuée. Le Groupe n'est également pas

couvert pour les amortissements des dettes en dollar, compte tenu des revenus en dollar du Groupe.

ÉTATS FINANCIERS DES ENTITES ETRANGERES

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro.

Les états financiers des entités étrangères utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euros en utilisant :

- Le cours de clôture officiel pour les actifs et passifs ;
- Le cours moyen de l'exercice clôturé pour les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie ;
- Le cours historique pour les capitaux propres.

Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique « Écarts de conversion Groupe » des capitaux propres consolidés.

L'écart de change sur les prêts intragroupe est neutralisé via l'écart de conversion Groupe (en réserves) afin de lisser les fluctuations de change car ces prêts sont de longue durée (leur règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible) et peuvent être, le cas échéant, transformés en augmentation de capital.

11.19 Etat des flux de trésorerie (IAS 7)

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 7 « État des flux de trésorerie », le tableau des flux de trésorerie consolidés est préparé en utilisant la méthode indirecte.

Celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat net avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut les disponibilités et les équivalents de trésorerie, constitués d'instruments de placement, sous déduction des concours bancaires courants.

11.20 Information sectorielle (IFRS 8)

L'information sectorielle est préparée conformément aux méthodes comptables appliquées pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés.

En application des dispositions de la norme IFRS 8, l'information sectorielle présente des segments opérationnels comparables aux secteurs d'activité identifiés antérieurement selon l'IAS 14.

Cette information sectorielle correspond à l'organisation du reporting interne du Groupe, qui conduit à l'élaboration des outils de pilotage utilisés par la Direction du Groupe. C'est également l'axe retenu pour la communication financière.

Les activités du Groupe sont découpées en deux secteurs d'activité opérationnels et un secteur *Activités non réparties* non opérationnel :

- *Assurance santé, RH et e-services*, regroupant les savoir-faire permettant d'élaborer les services destinés aux assurances, mutuelles et autres organismes de la chaîne de traitement des flux de santé ainsi qu'aux clients issus de l'industrie pharmaceutique ou du monde de l'entreprise.
- *Professionnels de santé* : regroupant l'ensemble des services fournis aux professionnels du monde médical : médecins, pharmaciens, paramédicaux (édition de logiciels avec mise à disposition d'informations promotionnelles) ;
- *Activités non réparties*, regroupant des activités inhérentes au statut de tête de Groupe coté ainsi que des activités de support aux deux secteurs opérationnels.

Le Groupe continue à communiquer une information par zone géographique, qui met en évidence la dichotomie France/hors France. Cette analyse est affinée pour le chiffre d'affaires consolidé, afin de mettre en évidence l'exposition du Groupe aux différentes devises, pour autant que cette information présente un caractère significatif.

Les prix de transfert au sein du Groupe sont afférents à des conventions courantes conclues à des conditions normales.

4

Informations complémentaires

Attestation du responsable du
4.1 rapport financier des neuf premiers 76
mois de 2016

4.2 Contacts

77

4.1 Attestation du responsable du rapport financier des neuf premiers mois de 2016

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour les neufs mois écoulés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neufs premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 29 novembre 2016.

Jean-Claude Labrune
Président Directeur Général
Cegedim S.A.

4.2 Contacts

Investisseurs

Jan Eryk Umiastowski
Directeur des investissements
Directeur des Relations Investisseurs
Tél : +33 (0) 1 49 09 33 36
janeryk.umiastowski@cegedim.com

Communications & Presse

Aude Balleydier
Responsable Communication
Relations Médias
Tél : +33 (0) 1 49 09 68 81
aude.balleydier@cegedim.com

Agence de presse

Guillaume de Chamisso
Consultant Médias
PRPA Agency
Tél : +33 (0) 1 77 35 60 99
guillaume.dechamisso@prpa.fr

Adresse

127 rue d'Aguesseau
92100 Boulogne - Billancourt
Tél : +33 (0)1 49 39 22 00

Internet

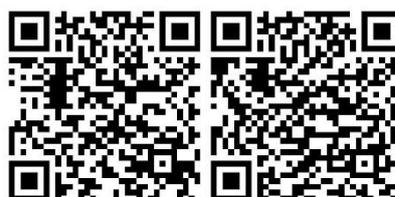
www.cegedim.fr/finance

Réseaux sociaux

Twitter : @CegedimGroup
Linkedin

Application Mobile : Cegedim IR

Pour Smartphone et tablettes
Sur iOS et Android





Publié le 26 mai 2016



Publié le 15 septembre 2016



Publié le 29 novembre 2016

Conception & Réalisation : Direction de la Communication Financière de Cegedim



Siège Social : 127 rue d'Aguesseau 92100 Boulogne-Billancourt – France

Téléphone : +33 1 49 09 22 00 – Fax : +33 1 46 03 45 95

E-mail : investor.relations@cegedim.com

www.cegedim.fr/finance

R.C.S. Nanterre : B 350 422 622 - Code NAF: 6311 Z

Société anonyme au capital de 13 336 506,43€

Les documents juridiques relatifs à Cegedim sont consultables au siège.